

Le capitalisme et la crise covid19

Transcription (non littérale) de la réunion parisienne du groupe « Économie et psychanalyse » du 28 mai 2020. Cette réunion s'est déroulée sur zoom.

Au programme de la réunion : Olivier Favereau : « Essai de réflexion immédiate sur la crise du cononavirus », Jean Cartelier : « À propos de la crise, petite contribution à notre discussion », Jan-Horst Keppler : « Contribution à la réunion ». Ces textes sont en annexe.

Participants : Jean Cartelier, Alain Charraud, Gilles Chatenay, René Fiori, Anne Ganivet-Poumellec, Henri Glodas, Elisabeth Gurniki.

La crise est le régime normal du capitalisme, l'équilibre une anomalie ? / Polanyi : penser l'articulation entre travail, nature et monnaie / Replacer les circonstances actuelles dans une histoire longue, faire valoir le rôle des idées / Lorsque le travail, la terre et la monnaie deviennent des « biens » marchands / L'entreprise, lieu de l'articulation entre travail, nature et finance / Écodétermination – Les travailleurs vivent quelque part, le capital lui est partout et nulle part / Distinguer le travail de l'emploi / Distinguer la monnaie de l'argent / Pas d'inflation : comprenez qui peut / Il y a inflation – mais sur le capital / Quand l'État donne de l'argent / Comment l'État finance / La monnaie hélicoptère, bonne ou mauvaise idée ? / La remise en cause du naturalisme des Lumières / Le lien avec la nature est-il autre chose que le lien avec notre propre corps et celui des autres ? / Le corps, le travailleur et la production sont situés, le capital, lui, n'a pas de lieu / Où sont les idées nouvelles en économie ? Une remise en cause beaucoup plus fondamentale / Des théologiens aux curés de campagne, et les Lumières / Le marché de Wuhan / L'économie de l'environnement / Le sujet de la psychanalyse remis en cause / Un serpent en Amazonie / La mathématisation du monde et l'invention de la valeur / D'Albert Le Grand à Adam Smith / Du sujet au parlêtre / Société/économie : l'inversion du rapport et l'impérialisme de l'évaluation quantitative / Que serait un travail qui ne serait pas instrumentalisé ? / Comment faire passer l'écoéconomie / Le salariat ne suffit pas à faire du travail une marchandise / Défense du salariat / La belle ouvrage.

La crise est le régime normal du capitalisme, l'équilibre une anomalie ?

Gilles Chatenay : En préparant cette conversation, je me suis fait quelques petites réflexions. Ma première idée, c'est une proposition : « La crise est le régime normal du capitalisme, l'équilibre une anomalie ». C'est un peu provoquant, mais ce n'est pas original, je pense que l'on trouve quelque chose comme ça chez Marx.

Alain Charraud : Chez les néoclassiques, l'équilibre va de soi, il n'y a pratiquement pas de situation de déséquilibre. Alors que je considère qu'on est constamment en déséquilibre. Le modèle néoclassique est faux, même à la base.

Jean Cartelier : Je suis totalement convaincu de la proposition de Gilles, du point de vue théorique c'est clair, c'est ce que je soutiens depuis fort longtemps. Le problème ici c'est de distinguer entre les crises qui ne nécessitent pas grand-chose et celles qui nécessitent des remises en cause plus importantes.

Anne Ganivet-Poumellec : La question est celle de la pragmatique de cette affaire.

Jean Cartelier : La crise est inhérente à la marchandise, et je dirais que c'est inhérent à ce que Norbert Elias appelle « les sociétés de l'individu ».¹ Dans celles-ci, un individu n'est pas un

¹ N. Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991.

sujet, il est dépendant d'autrui, de tout le reste. C'est quand même un truc de base que les économistes ont oublié, que tout le monde sait mais que quand on fait de la théorie économique on fait comme si on ne le savait pas.

Gilles Chatenay : Je propose de donner la parole à Olivier dans un premier temps, puisque son texte est le premier à notre programme.

Olivier Favereau : Je vais commencer par l'idée que Gilles vient de nous proposer. En fait en y réfléchissant je ne suis pas trop d'accord, mais c'est peut-être une question de mots. Parce j'ai quand même en ce moment l'impression de vivre quelque chose d'exceptionnel. Si tu avais dit « le déséquilibre est le régime normal du capitalisme », oui je serais d'accord. Mais dans les moments comme celui que nous vivons en ce moment, ou la crise des subprimes de 2008 sans parler de la crise de 29, il y a quand même je pense quelque chose d'un petit peu spécial.

J'ai ce souvenir : Dans un colloque de Cerizy, un an après la crise des subprimes, Michael Piore, un économiste américain, professeur au MIT, nous avait dit qu'au moment de la crise des subprimes, il avait vécu quelque chose de spécial : « pendant une, deux, trois semaines j'ai vraiment eu l'impression que pour moi comme pour les étudiants exceptionnellement brillants que j'avais, pour les *bright guys*, le monde était en train de bouger. Les gens qu'il fréquentait étaient des gens très créatifs mais quand même fondamentalement orthodoxes, et tout ce qu'ils croyaient était remis en cause. Le sol n'était plus solide, tout bougeait, une sorte de tremblement de terre. Et Piore m'a dit que ce sentiment où l'on n'est plus sûr de la réalité a duré quelques semaines, peut-être quelques mois, mais que tristement depuis c'était fini, *business as usual*.

Je n'étais et je le regrette pas au MIT à ce moment-là, mais je peux transposer à ce que nous vivons en ce moment ce que Michael nous a raconté, et je voudrais souligner la spécificité de ces moments où dans mon langage, dans mon jargon brusquement les conventions se mettent à bouger, et où on se demande même s'il y a encore des conventions.

Et puis il y a d'autres circonstances où les présupposés comme « les actionnaires sont propriétaires de l'entreprise » et beaucoup d'autres semblent très solides.

À Gilles, je dirais que nous vivons quelque chose d'un peu spécial.

Anne Ganivet-Poumellec : Oui, je ne suis pas du tout d'accord avec Gilles sur le fait que la crise soit le fonctionnement normal. Si l'on laisse à la crise son aspect d'émergence d'un réel, ce n'est pas du tout le fonctionnement normal.

Olivier Favereau : Ça dépend des crises.

Jean Cartelier : Olivier parle de déséquilibre, c'est ce que j'entendais dans la proposition de Gilles. Le fait que les économistes ne puissent raconter la crise révèle un de leur présupposés, qui lui court aussi en-dehors des périodes de crise – ils raisonnent comme s'il n'y avait pas de problème d'ajustement entre les gens. Il y a nécessairement un problème d'ajustement. Ça marche bien d'habitude, et il y a des périodes où cet ajustement ne se produit plus. Si l'on pense la crise comme exceptionnelle, on perd de vue que dans notre société la crise est toujours latente. Elle n'arrive que tous les dix ou douze ans, mais elle est toujours latente.

Ce que je dis est presque un principe théorique. Parce que si l'on pense qu'il y a par principe équilibre, on a aucun moyen de penser ce qui se passe réellement. La crise ne devient qu'une exception, alors que ce n'en est pas une. Pendant deux siècles on en a eu tous les dix ans, ce n'est donc pas une exception. C'est « normal ». Et le papier d'Olivier nous indique bien d'une certaine façon que ça l'est, même si la nôtre comme celles de 29, de 74 ou de 2008 a des dimensions plus grandes que celles auxquelles nous sommes habitués.

Gilles Chatenay : J'ai pensé à cette proposition en association avec ce que, dans la psychanalyse lacanienne, nous entendons par symptôme. L'exacerbation du symptôme dans la crise, pour nous, n'est que révélateur de quelque chose de tous les jours et qui est latent. Et « l'harmonie », l'équilibre est quelque chose d'absolument exceptionnel, il n'est en fait jamais atteint. Et pour répondre à Anne, le symptôme a une composante réelle.

Henri Glodas : L'endettement, qui a beaucoup augmenté depuis de nombreuses années, ne pourrait-il être vu comme un symptôme ? Il est maintenant dans une phase aigüe, et d'ailleurs on va le voir encore beaucoup plus augmenter. Il était jusqu'alors latent, inaperçu pour la plupart des gens, il ne l'est plus.

Alain Charraud : Je proposerais qu'on ne peut dire *La* crise. Tout ce qu'a dit Jean me semble-t-il s'applique bien aux crises classiques du capitalisme, qui ont été analysées depuis longtemps. Ce sont des crises économiques que je dirais presque endogènes. Dans toutes les théories économiques classiques, il y a une fiction, celle de l'équilibre qu'on peut supposer pouvoir atteindre, au prix de simplifications qui frisent l'erroné. Celles-ci sont symptômes d'un déséquilibre entre les gens.

Mais il me semble que la crise que nous vivons est la première d'un genre nouveau, qui est un déséquilibre dans la Nature, précisément. Cette crise n'est pas endogène au capitalisme pris au sens de Marx comme relation entre les gens.

Anne Ganivet-Poumellec : Ce que tu dis m'évoque ceci, qui est que quand on énumère les crises, on ne parle pas de cet événement exceptionnel qui a surgi du côté du nucléaire. Et notamment au Japon avec le tsunami. C'est aussi une crise, mais où la nature, avec le tsunami, apparaît au premier plan.

Alain Charraud : On peut y ajouter la crise du pétrole, en 1974, qui déjà est fille de la nature.

Polanyi : penser l'articulation entre travail, nature et monnaie

Olivier Favereau : C'est un des points qui m'intéressent chez Polanyi.² Il a proposé un cadre conceptuel dans lequel on essaye de faire tenir ensemble la Nature – je n'oublie pas la distinction entre la terre et la Nature que Jean fait dans son texte –, la finance ou la monnaie – là aussi Jean fait des remarques sur la distinction entre finance et monnaie –, et le travail, l'emploi. Polanyi est un esprit très puissant, et il nous donne un cadre à la fois simple et rigoureux pour penser une crise comme celle que nous vivons, qui se développe dans ces trois dimensions, le travail, la Nature, et la finance ou la monnaie.

² K. Polanyi, *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), Gallimard, 198.

René Fiori : J'avais une question sur ce triangle – est-ce qu'en économie, vous l'historicisez ? Plus précisément, quand l'instrumentalisation du travail a-t-elle commencé ? Et je poserais la même question pour la nature.

Olivier Favereau : Pour Polanyi, c'est dès le XIXe siècle.

René Fiori : L'industrialisation ?

Olivier Favereau : Oui, et ça vient probablement de plus loin. Là je m'inscris dans son sillage. L'idée est qu'il y a un énorme basculement dans l'histoire – et non pas seulement dans l'histoire économique. En résumant grossièrement, ce qui avant était enserré à l'intérieur de la société est passé à l'intérieur de l'économie.

Replacer les circonstances actuelles dans une histoire longue, faire valoir le rôle des idées

Olivier Favereau : Mon texte est à la fois un texte de circonstances, écrit dans des conditions difficiles. Nous étions tous bouclés chez nous, et on me demandait mon avis sur la crise alors que je ne pouvais pas sortir de chez moi et étais réduit à éplucher les médias. J'ai donc cherché sur quoi je pouvais m'appuyer, et j'ai repris le cadre de Polanyi. Je me suis dit que ça pouvait me permettre d'entrer dans une histoire longue, même si mon texte était un texte de circonstances.

Je voudrais dire simplement trois petites choses. Il y avait une motivation pas du tout scientifique derrière mon papier. J'ai beaucoup travaillé sur la théorie de l'entreprise, et je milite (non pas seulement en tant qu'économiste, aussi en tant que citoyen) pour un changement en faveur de la codétermination, en particulier en France mais pas seulement. Il s'agit de changer le rapport entre le travail et le capital à l'intérieur du système de gouvernement des entreprises. Arrive cette crise, et je me dis « patatras », évidemment on va parler de tout à fait autre chose que de la codétermination. Donc petit challenge, c'est mon côté Astérix : puis-je trouver une façon de parler de la crise actuelle qui me permette de revenir vers une réforme que je crois importante ? Je pense y être arrivé d'une certaine façon.

La deuxième chose que je voudrais dire est que je suis quand même très troublé par ceci : on est submergé sous les analyses, les déclarations etc., mais quand on connaît un peu le milieu et qu'on voit qui signe ces déclarations, il apparaît que chacun, quelle que soit son orientation, trouve dans ce qui se passe une confirmation de ce qu'il pensait avant – moi le premier, puisque je retrouve ma chère codétermination ! De ce point de vue, le texte de Rutger Bregman³ est intéressant parce qu'il réfléchit sur le rôle des idées. Il raconte comment le néolibéralisme, qui était ultra minoritaire après la deuxième Guerre Mondiale face au néokeynésianisme dominant alors (et qui l'est resté jusque dans les années 60), s'est progressivement imposé, pour devenir massivement dominant à partir des années 70. Il a pu le faire parce c'était le résultat d'un effort constant, collectif, avec une composante intellectuelle très très forte. Dès avant la deuxième Guerre Mondiale, et ça a repris après, avec la société du Mont Pèlerin, avec Hayek, Friedman et d'autres a été produit une accumulation d'idées qui du coup étaient là au moment où est arrivé la crise de 74, la crise du pétrole qui

³ R. Bregman, "The neoliberal era is ending. What comes next?" (Texte paru sur le site <https://thecorrespondent.com>) Ce texte est en annexe de cette transcription.

pour le dire un peu rapidement a mis un terme à la phase de domination des idées keynésiennes.

En 74 on a commencé à basculer dans la phase néolibérale dont nous vivons j'espère les derniers soubresauts, mais ce n'est pas sûr du tout. Et d'ailleurs la question que pose Bregman est *où y a-t-il des idées, des auteurs* qui permettraient d'envisager, comme ça s'est fait dans les années 70 avec Friedman et autres, que cette fois on rompe avec la prégnance incroyable de l'ensemble du dispositif intellectuel que l'on met sous le chapeau de néolibéralisme.

Et il n'y a ici pas lieu d'être tout à fait optimiste, et dans mon papier, je ne suis pas non plus très optimiste.

Lorsque le travail, la terre et la monnaie deviennent des « biens » marchands

Le troisième point que je voudrais avancer est ceci : À partir des trois marchandises fictives – le travail, la terre et la monnaie –, Polanyi argumente une thèse extrêmement puissante, qui est que le basculement qui s'est produit entre la vie sociale et la vie économique qui fait qu'aujourd'hui la vie sociale (comme la vie politique) est une subdivision de la vie économique, tient au fait qu'il y a trois « biens » – je ne sais comment les nommer – qu'une société ne peut rendre économiques ou marchands sans se suicider. Ce sont donc le travail, la nature – il dit la terre, mais il fait l'entendre au sens de Bruno Latour –, et puis la monnaie. Et en même temps, toute la logique de l'économie est de faire entrer le travail, la Nature et la monnaie – j'ajouterai la finance – dans ce langage marchand.

Or si on fait ça, la société va mourir. Et il va y donc avoir des réactions extrêmement fortes du social, qui peuvent être totalement perverses – selon lui, nazisme et stalinisme sont des effets lointains de la marchandisation de ces « biens » non marchands. Bien sûr, il faut chercher des réactions positives.

Polanyi énonce donc une sorte de grand théorème d'impossibilité gödélien, qui dit que la tendance à la marchandisation est irrésistible, et en même temps suicidaire. Et donc il y aura des réactions, éventuellement extrêmement pathologiques, et ces réactions vont elles-mêmes déséquilibrer le système. On est donc dans un processus qui est dynamique, et qui permet de penser dans une perspective longue.

L'entreprise, lieu de l'articulation entre travail, nature et finance

En faisant ce travail, j'ai fait une découverte tout à fait inattendue. Nous avons un problème autour de ces trois marchandises. Il y a un chômage massif, la nature est en danger, et la finance, même si elle ne l'était pas immédiatement, est maintenant elle aussi en première ligne. Il faut essayer de résoudre ces problèmes, qui se posent à ces trois niveaux. Alors y a-t-il une institution qui articulerait de façon *intrinsèque* ces trois marchandises fictives ? Je n'y avais pas pensé, mais il y en a au moins une, et je pense que c'est la seule dans notre économie contemporaine : c'est l'entreprise. L'entreprise est un lieu où l'on transforme la nature, on prend des *inputs* dans la nature pour fabriquer des voitures, des ordinateurs etc. On y fait

travailler des gens, c'est l'emploi salarié. Et l'entreprise est impensable sans qu'il y ait derrière un système financier.

Et donc je me dis que le problème doit se traiter dans le cœur de la machinerie capitaliste : à l'intérieur d'une théorie de l'entreprise. Du coup on peut rêver, c'est mon moment d'idéalisme ou d'imagination : dans la perspective de Polanyi, puis-je imaginer un mode de fonctionnement de l'entreprise où le travail serait présent, mais pas sous sa forme marchandisée, où la nature serait bien sûr présente, mais pas non plus sous sa forme marchandisée, et où – là c'est moins évident – la monnaie elle-même, la finance serait démarchandisée, c'est-à-dire ne serait pas sa propre finalité ?

Écodétermination – Les travailleurs vivent quelque part, le capital lui est partout et nulle part.

Je vois cette autre logique de fonctionnement de l'entreprise, *pour une partie*, dans la généralisation de la codétermination, où le travail serait aux commandes avec le capital – en y ajoutant autre chose qui n'est pas présent dans mon petit texte : la nature, au moins dans la participation du « territoire » – où est implantée l'entreprise et où vivent les salariés. En vérité je ne suis pas tant pour la codétermination que pour l'*écodétermination*.

Nous avons avec des amis développé ce terme dans un rapport pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT).⁴ En deux mots, dans une entreprise qui n'est pilotée que par les actionnaires comme c'est le cas aujourd'hui, il est naturel que le seul critère de la performance de l'entreprise soit financier – c'est le profit. On comprend que partager entre le travail et le capital le conseil d'administration, comme c'est d'ailleurs le cas dans pas mal de pays d'Europe, doive modifier les critères d'évaluation de performance de l'entreprise.

Un des problèmes des pays où l'on pratique déjà la codétermination est évidemment que ces autres critères d'évaluation n'ont pas été développés. Notre position est par nature porteuse d'autres critères d'évaluation. Et en particulier le travail a une inscription temporelle et spatiale : le travail est le premier intéressé à la préservation de la nature. Les travailleurs vivent quelque part, le capital lui est partout et nulle part.

Le potentiel de transformation de l'écodétermination, et déjà celui de la codétermination, suppose un changement des règles comptables. Pour aller vite, dans celles-ci on traiterai du capital comme aujourd'hui avec l'absolue nécessité de l'amortir, mais on traiterai au même titre ce qu'on appelle horriblement le « capital humain » – les travailleurs, les employés –, qu'il faut entretenir et en tout cas pas dégrader. Et il faudrait y ajouter le « capital naturel ». Il faut s'intéresser à certaines recherches actuelles en matière de comptabilité⁵, qui vont véritablement au fond des choses.

⁴ O. Favereau, *Évaluation et prospective des modèles de gouvernance d'entreprise, Rapport pour l'Organisation Internationale du Travail*, 30 octobre 2019. (SSRN id 3516580.pdf)

⁵ Cf. les travaux en France de Jacques Richard et Alexandre Rambaud (tous disponibles sur internet).

Distinguer le travail de l'emploi

Gilles Chatenay : Je voudrais te proposer deux petites choses, l'une sur le travail, l'autre sur la monnaie. À propos du travail, du dis ceci : « Le travail n'a pas (seulement) une valeur instrumentale, liée à l'obtention d'un salaire. » Et tu soutiens l'idée d'une valeur intrinsèque ou d'utilité sociale du travail.

J'ai pensé à ce qu'amène Alain Supiot⁶ à partir de l'étymologie du mot « travail » – *tripalium*, l'instrument de torture. Il fait valoir un autre mot qui lui aussi implique du travail : le latin *opera* qui a donné *œuvre*, *ouvrage*, dont d'ailleurs nous dit-il il y a des traces dans *ouvrier*. Le travail comme *tripalium* serait le travail au sens que tu avances, instrumenté, et le travail comme œuvre correspondrait dans ce que tu soutiens à sa valeur intrinsèque ou sociale.

Et j'ai pensé à une autre distinction, qui est celle entre *travail* et *emploi*. Là non plus je ne suis pas original, mais elle consiste à faire valoir que tous les travaux ne sont pas un emploi. Par exemple lorsque nous faisons nous-mêmes notre ménage, c'est un travail, ce n'est pas un emploi. Mais notre ménage devient un emploi lorsque nous employons quelqu'un pour le faire.

Et inversement l'emploi lui-même n'est pas toujours un travail, je pense aux *bullshit jobs*, je pense au sentiment qu'ont beaucoup d'employés de faire des tâches inutiles ou nuisibles, aux esclaves des tableaux Excel etc. Je me souviens que sur la chaîne, à Renault-Flins, j'entendais souvent dire « C'est pas du boulot ». Et peut-on dire sans abus de langage que les algorithmes de trading à haute fréquence « travaillent » ?

Enfin il y a des emplois et des travaux destructeurs, que l'on préférerait voir disparaître.

Je pense que cette distinction est en accord avec ce que tu soutiens.

Olivier Favereau : Oui, tout à fait.

Distinguer la monnaie de l'argent

Gilles Chatenay : Et j'ai eu envie de distinguer « monnaie » de « argent ». Là c'est d'un point de vue plus lacanien, je dirais que la monnaie est *a priori* purement symbolique : ce ne sont que des chiffres. Alors que pour nous, subjectivement, l'argent noue imaginaire et jouissance – je pense à l'Onc Picsou qui se baigne dans sa piscine remplie de pièces d'or.

La monnaie est *a priori* purement symbolique, mais lorsque la finance devient sa propre finalité, lorsqu'on entre dans une chrématistique, lorsqu'on jouit des chiffres, alors le symbolique de la monnaie se renoue à l'imaginaire et à la jouissance, et le chiffre devient réel.

Jan-Horst Keppler, dans le message qu'il nous a envoyé [ce texte est en annexe], dit « La nature de la monnaie change. Apparemment, la capacité d'absorption de liquidités de nos économies virtualisées est sans limite. ». Et ce, « sans que l'inflation ne bouge d'un iota. Comprenez qui peut. »

⁶ A. Supiot, *Travail, salaire, profit*, Arte, DVD, 2019.

Cette production immense de liquidités, de milliards de milliards sans que ça ait un effet sur l'inflation est nous dit-il incompréhensible, mais ce sont ces sommes elles-mêmes, ces milliards de milliards que subjectivement nous ne pouvons nous représenter, elles sont subjectivement au-delà de toute commune mesure. Ce qui nous les fait éprouver comme un réel – le réel de la monnaie.⁷

Pas d'inflation : comprenez qui peut

Anne Ganivet-Poumellec : « Comprenez qui peut », dit Jan. Pouvez-vous, en tant qu'économistes, nous expliquer ce qui se passe avec cette monnaie mise à disposition ?

Jean Cartelier : Ma vision va vous paraître bizarre, mais pour moi ce n'est pas si compliqué que ça. C'est relativement simple une fois qu'on a oublié ce que l'on a appris en économie politique. Si on y réfléchit un peu, comment dans notre économie nous procurons-nous des biens, comment pouvons-nous satisfaire nos besoins en général ? Dans notre économie, c'est en payant avec de la monnaie. La question devient « comment nous procurons-nous de la monnaie ? »

Il y a des gens qui se procurent la monnaie par leur emploi salarié par exemple, en « vendant » leur « marchandise-travail » – en employant ces mots, je ne fais que dire comment en général on se représente la chose dans notre société, je ne pense pas bien sûr que le travail soit en réalité une marchandise.

Ou alors vous êtes artisan, vous avez une activité de production privée, vous vendez vos produits et avec cet argent vous achetez des biens. Mais déjà, si vous êtes un producteur indépendant, comment faites-vous pour produire ? Vous avez besoin d'argent puisque vous devez acheter vos fournitures etc. Il vous faut donc avoir accès à la monnaie *avant* de pouvoir vendre et retrouver par la vente de vos produits la monnaie avec laquelle vous pourrez acheter vos biens. Si je suis boulanger, je dois *d'abord* avoir accès – par le crédit bien sûr – aux moyens de paiement, pour *ensuite* récupérer par la vente de mon pain l'argent avec lequel je vais rembourser ma banque et m'acheter des biens – si tout se passe bien. Je prends donc un risque, si ça se trouve je ne vais pas vendre mon pain et je ne pourrai pas acheter le bien que je convoitais ou qui m'est nécessaire pour ma production.

⁷ (Ajouté dans cette transcription) : « Normalement », l'inflation traduit une perte de valeur, un affaiblissement de la commune mesure en tant que convention sociale et dans sa dimension subjective. Un affaiblissement, non pas une disparition. L'inflation est à la fois le symptôme d'un écart par rapport à la commune mesure, et un rééquilibrage. Or l'inflation nous dit Jan n'est pas au rendez-vous à la surprise de tous, depuis des années. « Comprenez qui peut », nous dit-il : il n'y a plus de commune mesure. Nous n'avons plus d'étalon grâce auquel nous pourrions analyser et comprendre.

La commune mesure, pour la psychanalyse, c'est le phallus, supposé être détenu par le Père. Le Père, c'est celui ou celle qui exerce la fonction paternelle. La fonction paternelle est un exercice de souveraineté qui pose des limites et effectue des nominations.

Du point de vue de l'économie politique, que devient cette souveraineté lorsque les institutions (l'État, les Banques Centrales) s'affranchissent de toute limite, et le disent – « coûte que coûte, a pu dire notre président de la République – ? Quel effet pour notre subjectivité (et donc sur notre confiance) lorsque le souverain, le père fait dans l'illimitation, le dit et n'en est même pas sanctionné (en économie par l'inflation) ?

Pour la psychanalyse, l'illimité est du côté de la jouissance féminine. Nous expérimentons en ce moment que la monnaie est (au moins en français) très justement un terme féminin.

Si maintenant je suis un peu plus ambitieux, si je deviens industriel de la boulangerie, pour produire de très grandes quantités de pains je vais devoir faire appel au travail d'autres que moi : je vais « acheter » des travailleurs – soyons un peu provocateur –, dans notre société je vais employer des salariés.

C'est clair : soit vous êtes salarié, et vous êtes obligé de *d'abord* vendre une chose pour obtenir de l'argent et *ensuite* acheter des biens ; soit vous passez par un processus qui consiste à vous endetter, c'est-à-dire obtenir *d'abord* des moyens de paiement, pour *ensuite* vendre et rembourser votre banque.

Mais il y a plus : lorsque vous avez une entreprise, vous avez un capital, c'est-à-dire que vous voulez faire du profit – je parle des entreprises qui emploient des salariés. Ce profit transforme d'une certaine façon votre entreprise en un bien. Et si ce bien est en actions, le capital qui est une marchandise fictive pour reprendre les propos d'Olivier, va pouvoir être vendu. Et donc si vous avez du capital, vous pouvez le vendre pour obtenir de l'argent et acheter du caviar. Tout va bien.

Mais voilà qu'arrive un dérèglement épouvantable qui fait qu'une Institution, la Banque Centrale, d'un seul coup émet des quantités considérables de monnaie contre rien. Jusqu'à présent, on voyait bien comment la monnaie entrait dans l'économie. On voyait bien que l'argent prêté à l'entrepreneur l'était *en avance* des profits qui allaient être générés. Et maintenant vous avez une institution qui a le pouvoir invraisemblable d'émettre sans contrepartie des moyens de paiement. L'institution fait marcher la planche à billets, elle dit « l'argent est gratuit », c'est magique.

Si l'on n'est pas totalement dénué de bon sens, on se dit ceci que la quantité de biens n'a pas augmenté alors que la quantité de moyens de paiements a massivement augmenté, donc il doit y avoir de l'inflation. Mais depuis maintenant au moins douze ans, des quantités énormes de liquidités ont été injectées et n'ont pas créé d'inflation.

Mon raisonnement était-il absurde ? Non, pas du tout : quand on dit qu'il y a un surplus de moyens de paiements face à des marchandises inchangées, on pense aux marchandises concrètes, celles qui entrent dans les indices des prix à la consommation, les ordinateurs le pain tout ce que vous voudrez, et on s'attend à ce qu'une inflation arrive. C'est ce que les économistes ont soutenu pendant des années.

Il y a inflation – mais sur le capital

Mais on oublie qu'il y a une autre marchandise, qui est justement cette marchandise fictive, le capital, les actifs financiers. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Une inflation extraordinaire sur tous les actifs financiers. Ne nous dites pas qu'il n'y a pas eu d'inflation. On a vécu avec des bulles récurrentes, on a créé de la monnaie gratuitement, sans contrepartie dans la production et cela a fait des bulles. On dit qu'il n'y a pas d'inflation simplement parce qu'on ne voit pas les prix des biens augmenter. Mais ce sont les actifs qui montent.

Et pourquoi les prix des biens n'ont-ils pas monté ? Il ne faut pas oublier que les biens aujourd'hui ne sont pas des marchandises. Ce sont les éléments du capital.

Anne Ganivet-Poumellec : Alors pour que maintenant ça s'équilibre, il va falloir que beaucoup d'argent soit perdu en bourse ?

Jean Cartelier : Perdu en bourse, je ne sais pas, mais ça veut dire que les gens qui ont des actifs vont devenir plus riches par rapport à ceux qui n'en ont pas.

Anne Ganivet-Poumellec : En ce moment, les banques relancent du côté des particuliers des outils pour les inciter à retourner vers la bourse.

Jean Cartelier : C'est parfaitement logique. C'est ce que je raconte. Il y a un transfert massif vers les actifs.

Et pourquoi il n'y a-t-il pas d'inflation sur les biens concrets ? Très simplement, les biens qui sont vendus sont produits par les entreprises, qui surveillent le cours de leurs actions etc. Ces biens sont donc produits dans le cadre d'un rapport salarial. Or on a pu remarquer que depuis un certain temps, les salaires, eux, ne montent pas. C'est bien entendu le salaire qui règle le prix des marchandises. Il est donc parfaitement logique qu'il n'y ait pas d'inflation dans la sphère des biens concrets, en dépit de cette masse énorme de liquidités qui impacte le marché des actifs.

Les économistes dans leur jargon qualifient ces trente dernières années de période de « Grande Modération » : Grande modération *des salaires* ! – et même diminution relativement aux autres revenus. Le salaire réel aux États-Unis a diminué depuis 2008.

Quand l'État donne de l'argent

Anne Ganivet-Poumellec : Il y a donc deux sortes de monnaie ?

Jean Cartelier : Il n'y a pas deux sortes de monnaie, ça dépend où vous la mettez. Si vous me donnez de la monnaie, quel bien je vais acheter, quel prix va flamber ? Personnellement je vais acheter des grands crus de Bourgogne, et je vais les boire. Si par contre vous donnez de l'argent à quelqu'un qui en a déjà énormément, il a déjà le Yacht, la Ferrari, l'île dans l'Adriatique, un vignoble en Bourgogne etc., que va-t-il en faire ? Probablement va-t-il le placer sur les marchés financiers. Tout dépend donc de l'endroit où entre l'argent dans le circuit.

C'est ce qui a donné l'idée de la « monnaie hélicoptère » à tout un courant, notamment en France. Ils disent que plutôt que de balancer la monnaie aux banques – ce qui est le cas aujourd'hui –, il faudrait la donner aux particuliers.

Anne Ganivet-Poumellec : Dans cette catastrophe on donne de l'argent, mais cela a été ressenti – ce n'est pas forcément la réalité – comme visant à combler un trou de trésorerie, ou à éviter qu'il ne se creuse. On ne donne pas « en plus ».

Jean Cartelier : Si, c'est « en plus ». Cela m'amène à être un peu plus technique. C'est une question d'équilibre. Que se passe-t-il ? Je fais du pain. J'ai dépensé 100 pour faire mon pain, et je n'en ai vendu que 50. Il me manque 50. *Les 100 que j'ai distribué sont quelque part.* Mais moi je n'ai que 50. Donc je vais faire faillite, je vais licencier des employés. Si la banque me donne les 50 qui me manquent, je ne ferme pas la boutique, je ne licencie pas mon employé : ce n'est pas de l'argent « en plus », c'est pour que je me retrouve en équilibre.

D'où l'importance de ce que je développais tout à l'heure. Nous sommes *toujours* sous la menace du déséquilibre, il ne faut jamais raisonner à l'équilibre. L'argent qui est distribué ne vient pas s'ajouter au sens où l'on se retrouverait au-dessus du prétendu niveau d'équilibre, ça ne s'ajoute pas au revenu, cela permet aux gens de faire les opérations de crédit qui permettent de combler les déficits entre les gens.

Toute entreprise est soit en excédent, soit en déficit. Il est très rare qu'elles soient à l'équilibre. Et il y a toujours des opérations qui vont permettre de combler la chose. Ce qui le permet, c'est l'ensemble des opérations financières. C'est complexe, mais l'idée est simple. Ceux qui sont en excédent, qui ont une épargne brute, qui ont une « capacité de financement » comme on dit, vont financer les gens qui ont besoin de financement.

Anne Ganivet-Poumellec : Peut-on prendre l'exemple de Renault, qui en ce moment demande à l'État de la refinancer ?

Jean Cartelier : C'est très simple. Supposons que Renault ait des besoins d'emprunts. Elle en aurait pour deux raisons très différentes. L'une serait qu'elle va bien, mais veut développer la filière électrique. Elle va donc par exemple émettre des actions, faire des emprunts, etc. Et pour celà elle trouvera probablement des investisseurs qui partagent son projet.

Mais ce n'est pas ce qui se passe. Renault rencontre un problème, elle n'a pas de recettes. Elle est face à un trou. Elle ne trouvera pas d'investisseurs qui interviendraient pour combler le trou : ils ne seraient pas sûrs de la rentabilité de l'affaire. Qui alors va lui prêter ? – L'État. L'État, c'est-à-dire nous, nos impôts vont suppléer à la défaillance du marché.

Comment l'État finance

Anne Ganivet-Poumellec : On dit que l'État peut toujours faire des choses comme cela, nous nous sommes habitués aux milliards de milliards, et on nous dit que c'est possible parce que l'État ne rembourse que les intérêts, et pas le capital.

Jean Cartelier : Ça c'est autre chose. Il y a ce qui se passe quand l'État finance parce que personne d'autre ne financerait. Ce que tu amènes pose une autre question, qui est comment l'État va-t-il lui-même financer ces milliards ? Il a théoriquement deux façons de les financer, soit il augmente les impôts, soit il emprunte. Il ne va pas lever des impôts supplémentaires, donc il va emprunter. Le problème c'est la dette. Les gens s'affolent – ils ont peut-être raison ! – en disant que la dette publique va augmenter de façon considérable, etc. Est-ce grave ? Je ne me prononce pas là-dessus, mais l'argument de ceux qui pensent que ce n'est pas grave est assez simple : le poids de la dette n'est pas celui du remboursement de la dette, c'est le poids du *service* de la dette. Or aujourd'hui les taux d'intérêt sont quasiment nuls. Cela veut dire que le service de la dette, si l'on met à part son renouvellement, est pratiquement de zéro. Ça ne nous coûte presque rien, donc on peut le faire. Ceux qui soutiennent cette position disent même que l'on pourrait en faire des dettes à perpétuité – comme on le faisait autrefois avec la rente, où l'État ne payait que l'intérêt.

C'est l'argument de ceux qui sont pour, avec lesquels je suis assez d'accord d'ailleurs.

Mais il faut quand même nuancer, il n'est pas impossible qu'au bout d'un certain temps, si la dette de la France devenait trop grande, les investisseurs se détournent des titres publics et l'État Français ne puisse plus emprunter. Cela risque-t-il d'arriver ? J'ai envie de dire pas de sitôt, parce que la chose la plus extraordinaire, qu'on a du mal à comprendre mais qui est un fait, l'État Français est celui qui relativement paye le moins cher son endettement. Cela veut dire que les investisseurs investissent de façon préférentielle dans l'État Français. Dans l'État Allemand aussi bien sûr, mais l'État Français a une très bonne cote sur les marchés financiers.

Le problème n'est pas le niveau absolu de la dette par rapport au PIB, mais son niveau par rapport aux autres pays. Il y a énormément d'argent liquide, et si vous avez d'énormes sommes à placer, vous n'avez en gros le choix qu'entre des titres publics. Et donc vous allez là où le titre public est relativement le plus sûr. Donc, de ce point de vue, l'endettement Français, ça peut aller... pour l'instant.

Henri Glodas : Ce qu'il faut savoir, et c'est là que l'État est différent d'une entreprise, et qu'en réalité l'État ne paye même pas les intérêts : l'État emprunte pour payer les intérêts ! Une entreprise qui ferait ça serait rapidement mise en faillite. Le problème du coût de la dette d'État est que comme il paye les intérêts en empruntant, si l'intérêt augmente, le poids de la dette va augmenter.

La monnaie hélicoptère, bonne ou mauvaise idée ?

Gilles Chatenay : Je voudrais revenir sur la question de savoir à qui l'on donne les liquidités que l'État produit. Le donne-t-on à la finance ou à nous, aux particuliers ? Tu as dit, Jean, deux mots sur la monnaie hélicoptère, est-ce une bonne idée ou une mauvaise ?

Jean Cartelier : Je ne pense pas que ce soit une bonne idée pour une raison simple, qui est que si l'on donne de l'argent aux ménages, ils vont acheter des biens ... que nous allons importer ! Si ces biens étaient fabriqués en France, ce serait une excellente idée, mais ce n'est pas le cas.

Anne Ganivet-Poumellec : Peut-être qu'en ce moment mais ça ne va pas durer longtemps, si on donne de l'argent aux particuliers, beaucoup vont acheter de la terre. Une maison avec un jardin. Certains de mes analysants en rêvent, c'est l'effet confinement !

Jean Cartelier : Tu as raison, mais ce n'est pas avec l'argent hélicoptère qu'ils peuvent le faire. Ils empruntent.

Alain Charraud : Il y a me semble-t-il une autre objection, c'est que si tu donnes de l'argent sans condition, tu renforces la tendance à reproduire le modèle d'avant. On parle beaucoup du monde d'avant et du monde d'après le coronavirus, avec ça on serait complètement dans le monde d'avant, dans un monde de croissance de biens plus ou moins utiles comme la 5G, le 4/4 plus puissant, etc. Une autre idée serait me semble-t-il de donner aux entreprises, sous condition qu'elles se convertissent dans le monde d'après. Alors il y aurait un changement de paradigme, ce qui me paraît fondamental.

Jean Cartelier : Tout à fait, mais nous n'en prenons apparemment pas le chemin.

Henri Glodas : Deux remarques sur la monnaie hélicoptère. Une première remarque : la monnaie hélicoptère poserait quand même un problème financier, car *in fine* elle sera émise

par la Banque Centrale, même si l'on passe par les banques puisqu'il faudra la créditer aux particuliers sur leur compte. Les banques vont se retourner vers la Banque Centrale, qui leur fournira la monnaie centrale. Le problème est un problème comptable, c'est qu'à ce moment-là la Banque Centrale ferait un don. Et le don est une charge. C'est-à-dire que peu à peu, les capitaux propres de la Banque Centrale risquent de devenir négatifs. Une Banque Centrale peut-elle fonctionner avec des capitaux propres négatifs ?

Ma deuxième remarque est celle-ci : Jean y a fait allusion, c'est la situation de la France. Sa désindustrialisation prononcée s'est traduite depuis longtemps par le déséquilibre de la balance commerciale. C'est un problème structurel, crise du coronavirus ou pas.

Alain Charraud : Je suis d'accord, la crise du coronavirus touche beaucoup plus fortement de ce point de vue la France que l'Allemagne et même d'une certaine façon l'Italie, et au-delà les pays qui ont des industries qui pourront produire les biens qu'elles pourront vendre dans leur propre économie. Ce qui n'est pas notre cas, car que produisons-nous ? Le luxe et beaucoup de services, la banque et le tourisme.

La remise en cause du naturalisme des Lumières

Jean Cartelier : Je voudrais revenir sur le texte d'Olivier, sur son inspiration que je partage totalement. La référence à Polanyi est une référence absolument centrale. Il a été celui qui de la façon la plus claire énoncé les limites qu'il faudrait poser à la marchandisation.

Et Olivier nous a apporté aussi autre chose, il nous a envoyé l'article de Bregman, que j'ai trouvé formidable. Pour une fois, je vais être plus optimiste qu'Olivier. Bregman nous rappelle que les idées néolibérales sont nées dans un contexte qui leur était hostile, qu'elles ont mis du temps à conquérir les esprits mais qu'elles ont fini par y parvenir. Olivier qui d'habitude est plus optimiste que moi dit qu'il ne voit pas trop aujourd'hui quels sont les éléments qui iraient contre le retour du *business as usual*.

Eh bien je dirais qu'il y a un mouvement d'idées qui vient de loin, qui ne vient pas du tout des économistes, mais de gens comme Bruno Latour⁸, Philippe Descola⁹, des ethnologues, des historiens et des philosophes comme Pierre Charbonnier¹⁰ qui écrit sur l'histoire des idées politiques liée au naturalisme et aux relations avec la terre et aux conditions matérielles. Tous ces gens font la critique de la pensée moderne – par « moderne », j'entends la période historique qui commence avec les Lumières.

Un des éléments fondamentaux de la pensée moderne est le naturalisme, c'est-à-dire une césure entre la société humaine et la nature – « l'homme possesseur et maître de la nature ». Le discours économique est bien sûr depuis sa fondation, depuis Adam Smith fondamentalement naturaliste.

Il y a donc actuellement une profonde remise en cause du naturalisme, un bourgeonnement tout à fait intéressant en ce sens. Je suis sensible à cela, et je suis en train d'écrire un texte de critique de l'économie politique qui prend en considération ces idées. Tout le monde a bien

⁸ B. Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, La Découverte, 1991.

⁹ P. Descola, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, 2005.

¹⁰ P. Charbonnier, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 2019.

compris que ce qui nous arrive était lié à la nature – la crise du coronavirus n'est évidemment pas la seule, il y a eu Fukushima, la crise du pétrole de 74 etc. Ce courant n'est plus confiné dans un petit cénacle, ces idées acquièrent une force que je pense qu'il ne faut pas sous-estimer.

Il y a là en germe et depuis déjà pas mal de temps, une reprise à nouveaux frais de cette question du lien avec la nature.

Le lien avec la nature est-il autre chose que le lien avec notre propre corps et celui des autres ?

Gilles Chatenay : Je rebondis sur ce que dit Olivier, « C'est le corps qui est le pivot de cette universalisation. » – le fait que la planète est une. Et il ajoute « De fait, le lien avec la Nature est-il autre chose que le lien avec notre propre corps et celui des autres ? » Je trouve cela à la fois simple et extrêmement puissant. Et je reviens sur l'appréhension subjective que nous pouvons avoir de ce qui se passe sur le plan de l'économie. Il me semble, et cela va dans ton sens, que cette crise, à la différence de celle de 29 ou celle de 2008, met en avant la question du corps.

Anne Ganivet-Poumellec : C'est le corps qui la supporte.

Jean Cartelier : Et le territoire supporte le corps.

Gilles Chatenay : Le corps se rappelle à l'économie. Il était ignoré, occulté, refoulé, ou même forclos, il fait retour, dans son registre réel.

Anne Ganivet-Poumellec : Occulté, ignoré dans le discours de l'économie ? Pas tout à fait, je pense à cette marchandisation galopante à travers l'industrie pharmaceutique, la chirurgie esthétique, les conflits de marchés des cliniques privées, etc. Le corps peut être détruit, c'est ce qui nous saute à la figure, mais par ses cellules, ses organes etc. il avait déjà place dans l'économie.

Le corps, le travailleur et la production sont situés, le capital lui n'a pas de lieu

Jean Cartelier : Ce dont tu parles c'est du corps bien sûr, mais du corps découpé en biens marchands – cellules, organes etc. Dans ce que nous vivons maintenant nous avons affaire au corps en tant qu'il est un, et qu'il est situé.

Nous avons un gros problème aujourd'hui entre la pensée de l'espace industriel, pensée de l'espace dans lequel le corps se situe et produit, et le capital qui lui n'a pas de lieu. La logique des mouvements du capital est totalement indifférente aux territoires, aux lieux. Le corps a un lieu, et le travailleur, le travail, la production ont un lieu. Et ce divorce entre un capital ubiquitaire et les espaces productifs qui sont tous situés géographiquement fait partie du problème général de la place de la nature.

René Fiori : Le corps disparaît avec la technique, tout de même. Dans cette réunion zoom, nous voyons nos images mais nos corps restent confinés ailleurs. Même sur les lieux de travail,

le corps est augmenté, machinisé, tout ce que l'on veut, ce n'est plus vraiment le corps. Il n'est plus vraiment autonome. Le corps dont parlait Anne c'est le corps médicalisé.

Anne Ganivet-Poumellec : C'est aussi le corps de la pornographie, le corps de la jouissance.

Gilles Chatenay : C'est le corps marchandisé. Mais dans cette crise coronavirus, c'est le corps non marchandisé qui devient inévitable.

Anne Ganivet-Poumellec : En tout cas c'est dans la menace de mort qu'il s'est manifesté.

Olivier Favereau : Le corps marchandisé, le corps au travail c'est le corps pris comme une ressource, et c'est le problème. Comme pour la nature. Dès que le corps est instrumentalisé, et c'est en partie inévitable, on sent bien qu'il y a quelque chose qui se dégrade.

Le raisonnement que Jean a fait tout à l'heure est une superbe réactualisation des trois marchandises fictives. En fait, le travail et la nature sont alliés contre le capital, contre la troisième marchandise fictive, la finance. Jean a montré qu'il y a dans le capitalisme une certaine symétrie entre le traitement du travail et celui de la nature. Et bizarrement, là les mots nous servent, les deux sont *exploités*. Le capitalisme exploite la nature, comme il exploite le travail. C'est ce processus qu'il faut retourner.

Où sont les idées nouvelles en économie ? Une remise en cause beaucoup plus fondamentale

Jean a essayé de nous donner des raisons d'être optimistes, et il est vrai qu'il est stimulant de lire Descola, Latour etc. Le problème, c'est que cela ne suffit pas. Quand en 74 est arrivée la crise de l'énergie qui a sonné le glas de la pensée social-démocrate en politique et de la pensée keynésienne en économie, il y avait tout un corpus d'idées autour de ceux qui se réunissaient dans la Société du Mont Pèlerin, des prix Nobel d'économie¹¹ avaient déjà été décernés à certains d'entre eux, les néolibéraux avaient un énorme capital d'analyses économiques alternatives au keynésianisme.

Malheureusement, il n'y a pas actuellement ce capital d'idées, d'analyses et de méthodes économiques associé aux analyses extrêmement profondes qu'apportent Descola, Latour et d'autres. Dans *Où atterrir ?*¹², Bruno Latour dit qu'il y a un lien « direct » entre « la question climatique (...) et celle des injustices et des inégalités ». Il présente cela comme une évidence, ne nécessitant aucune explicitation ! Autre exemple : dans l'Encyclique *Laudato si* du Pape François, une très belle image revient continuellement. Il parle du « cri des pauvres et de la terre ». Le problème, c'est qu'on ne voit pas où serait l'espace normatif où l'on pourrait articuler ces deux dimensions. Il y a un énorme déficit d'analyse, il n'y a pas d'articulation de la question sociale avec la question écologique. Sauf sur un mode non pas superficiel, mais très empirique, avec des articles qui montrent que les pauvres sont ceux qui souffrent le plus de la pollution. Il faudrait pouvoir remonter à l'intérieur des mécanismes qui lient le sort des pauvres à celui de la terre.

¹¹ En vérité « Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

¹² B. Latour, *Où atterrir ? : Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2017, p. 12.

Et je reviens sur mon dada, la codétermination. Une des choses qui m'intéresse est qu'avec elle on entre dans la machinerie du système productif. Or comme l'a dit Jean les travailleurs ont une inscription territoriale. Ils ont donc un intérêt direct à ce que l'endroit où ils vivent ne soit pas complètement dégradé et devienne invivable. Alors que bien sûr le capital, lui, par nature y est indifférent, parce qu'il est hors-sol.

Je partage donc le point de vue de Jean, mais ça ne me rend pas plus optimiste parce que, et c'est là une grosse différence pour nous économistes avec ce qui s'est passé au moment de la crise de 29 ; où sont les idées radicalement nouvelles en économie politique ? J'avais commencé mon propos tout à l'heure en disant que pour tout le monde, ce que nous vivons confirme ce qu'on pensait déjà. Ce qui nous invite à la modestie, c'est qu'avec la crise de 29 et ce qui s'en est suivi, il y a eu avec Keynes un vrai bond en avant de la théorie économique. Je ne dis pas que c'est ce qui a tout débloqué, je ne dis pas que les politiques même après la guerre ont appliqué les principes keynésiens, mais il n'y a pas d'équivalent actuellement. Et ça explique que quand un jeune dirigeant politique, notre cher président se dit qu'il faut penser « le monde d'après »... et qu'il crée une commission d'experts, composée d'une écrasante majorité d'orthodoxes, à commencer par Jean Tirole, notre « Prix Nobel d'Économie » et dans une moindre mesure à Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI. Il ne prend même pas Esther Duflo¹³, pourtant elle aussi et plus récente prix Nobel, et pas non plus Thomas Piketty !¹⁴

Jean Cartelier : Cela va dans le sens de ce que je pense par ailleurs, qui justifie ton pessimisme. C'est que l'aspect nouveau de cette crise, l'impossibilité de ne pas prendre en compte la nature, nécessite quelque chose de beaucoup plus fondamental. Il faut revenir à une critique fondamentale de l'économie politique. Celle-ci ne serait pas seulement la critique de l'économie *mainstream* cela va de soi, mais la critique de l'existence même de l'économie politique, de l'existence d'un discours économique. Le discours économique qui imprègne notre société fait que tous, vous comme moi sommes incités à penser dans les termes d'une logique économique, parce que nous croyons qu'il y a une logique économique.

Cette idéologie fait partie du naturalisme, cet énorme massif intellectuel des temps modernes depuis le milieu du XVIIIème siècle, que nous respectons tous parce qu'il est lié à la science, il est lié à l'émancipation de l'individu, il porte toute une série de valeurs positives.

Aujourd'hui on s'aperçoit des limites de cette représentation. Ce grand massif idéologique est quelque chose qui nous aveugle. Quand Olivier dit qu'il ne voit rien de nouveau en économie, il a raison, mais il faut que la remise en cause soit encore plus profonde. Cela ne viendra pas de l'économie. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il faut entreprendre la critique de l'économie politique, mais qu'en général les gens qui le font le font mal, parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'est le discours économique. Je suis tout à fait admiratif de ce qu'amènent des gens comme Descola etc., et en même temps je suis obligé de dire qu'ils sont profondément ignorants de la partie dure du discours économique.

¹³ Cf. par exemple E. Duflo, « Expérience, science et lutte contre la pauvreté », Leçon inaugurale au Collège de France, prononcée le 8 janvier 2009, éditions du Collège de France, 2009.

¹⁴ Cf. par exemple T. Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, collection « Les Livres du nouveau monde », Paris, Le Seuil, 2013, & *Capital et Idéologie*, Paris, Le Seuil, coll. : « Les Livres du nouveau monde », septembre 2019.

Des théologiens aux curés de campagne, et les Lumières

Si l'on pense à ce qu'était la religion chrétienne au Moyen Âge, vous aviez cinquante, soixante théologiens de très haut vol qui étaient capables de construire un discours intellectuel puissant et avaient des débats d'une extraordinaire subtilité, par exemple sur la Trinité. Ce qui en ressortait descendait le long des différents canaux de l'institution jusqu'aux curés de campagne sous la forme d'un manuel des confesseurs. Du sommet de la pyramide, les idées et les pensées descendaient jusqu'à la base où elles s'incarnaient dans une pratique, avec évidemment de multiples déformations.

Aujourd'hui il y a peut-être dans le monde 100 personnes qui comprennent ce qu'est la théorie de l'équilibre général, et personne ne les connaît. On a tort, parce que l'on ne comprend pas qu'une bonne partie du discours économique qui nous submerge à travers les médias, les articles, les interviews etc. vient en réalité de ça.

Les sociologues, historiens et philosophes extrêmement profonds et subtils qui font la critique de notre société et de son économie ne voient pas que l'idéologie économiste a une racine extrêmement profonde, dont seuls les économistes pourront faire la critique.

Henri Glodas : À quand les racines de la théorie économique standard remontent-elles ?

Jean Cartelier : 1776, Adam Smith. L'économie qui se veut scientifique est liée aux Lumières, fondamentalement.

Le marché de Wuhan

Alain Charraud : L'impensé de la théorie, c'est le lien entre nature et économie. Olivier, tu as dit tout à l'heure qu'il n'y a pas dans la théorie de lien entre la question sociale et la question économique. J'aurais attendu que tu dises qu'il n'y a pas de lien entre la question écologique et la question économique. Je rejoins ton idée qu'un bruissement se fait entendre, qui dit qu'il n'est plus possible d'adhérer à cette conception naturaliste de l'économie. Dans ce mouvement il y a des sociologues, des philosophes, des anthropologues, quelques rares économistes mais aussi des ingénieurs. Dans ce qui s'appelle le *Shift Project*, autour de Jean-Marc Jancovici, ils essayent d'élaborer une critique de l'économie. Et il y a Gaël Giraud, théologien et économiste. L'économie que nous critiquons vient des Lumières bien sûr, ça vient du moment où l'on a dit que l'homme était maître de la nature. Les économistes que cite Jean sont les arrière-petits-fils des Lumières. Ils pensent qu'ils vont maîtriser la nature, mais la nature se rappelle à nous. À Wuhan, un des endroits les plus denses du monde. Le marché qui est en charge du rapport économique entre les hommes y est aussi un point de rencontre avec la nature – en Chine, mais en Inde aussi je le sais pour y être allé, vous pouvez rencontrer des animaux sauvages en pleine ville : nous avons envahi leur territoire, et ils viennent dans le nôtre. Évidemment on y rencontre des pangolins, y compris porteurs de virus.

Anne Ganivet-Poumellec : Mais on fait plus que les rencontrer, c'est tout un marché, d'ailleurs mafieux. Il doit y avoir chez les gens une satisfaction à continuer de jouir de cette façon, même le parti communiste chinois n'a pas osé ou voulu fermer ces marchés.

Jean Cartelier : Il ne faut pas sous-estimer l'appétit des chinois pour toutes les nourritures aphrodisiaques ou qui sont censées l'être !

René Fiori : Cela traduit aussi peut-être un rapport ancestral à la nature, à l'animal, que le système politique ne peut ou ne veut éradiquer.

L'économie de l'environnement

Olivier Favereau : Je réagis aux propos d'Alain, lorsqu'il dit que non seulement il n'y a pas d'articulation entre la question écologique et la question sociale, mais qu'il n'y en a pas non plus entre la question écologique et la question économique. Un des drames de la situation actuelle, c'est que malheureusement il y a une économie standard de l'environnement, une articulation très forte, très développée, très bien représentée académiquement, dont Jean Tirole est un bon représentant. Et quand on lui pose une question sur le réchauffement climatique, il répond qu'il faut rajouter un marché, avec son prix : c'est le prix du carbone. Nous sommes encore dans une logique de marchandisation de la nature. Il y a un très bon petit livre d'un jeune économiste, Antonin Pottier, *Comment les économistes réchauffent la planète*.¹⁵ Il y a un lien écologie-économie qu'il faut casser, et faire une économie où la nature ne soit pas seulement une ressource, mais une valeur intrinsèque, quelque chose comme une « valeur d'existence » – mais l'idée même de valeur d'existence évidemment ne peut entrer dans le discours économique sans le transformer radicalement.

René Fiori : Faire de la nature une personnalité morale ?

Jean Cartelier : On a fait ça pour des fleuves, ça permet d'aller en justice pour plaider des dommages et intérêts etc.

Olivier Favereau : Je suis fondamentalement opposé à accorder à la nature une personnalité morale, pour moi c'est du fondamentalisme écologique. Je fais peut-être de la métaphysique chrétienne, mais pour moi la nature n'est pas une personne. C'est un mauvais usage de la notion très profonde de personne morale. On plonge aux racines de notre société, qui viennent du Droit Romain, de la théologie chrétienne, de la philosophie politique. Par contre la nature devrait représenter une responsabilité de plus pour nous tous.

Le sujet de la psychanalyse remis en cause

Gilles Chatenay : Je voudrais revenir sur ce que Jean disait sur le siècle des Lumières. La prétendue science économique est issue de ce qui s'est passé au siècle des Lumières, avec disons la séparation de l'homme de la nature. On peut aussi dire que la science elle-même est issue de cela : la science se veut tenir un discours « objectif » sur ce sur quoi elle s'exerce, elle traite en objet ce sur quoi elle travaille.

Lacan a pu dire que la psychanalyse n'existerait pas s'il n'y avait pas eu la science, le sujet de la psychanalyse est issu des effets du discours de la science. Ce que donc tu remets en cause,

¹⁵ A. Pottier, « Comment les économistes réchauffent la planète », Seuil, coll. « Anthropocène », 2016.

les fondements naturalistes du siècle des Lumières qui courent jusqu'à nous, remet en cause la conception du sujet, y compris la conception lacanienne du sujet de la psychanalyse.

Un serpent en Amazonie

Jean Cartelier : Pour le sujet de la psychanalyse je ne sais pas, mais oui, la remise en cause du naturalisme remet en cause ce que nous entendons dans notre société par sujet. Je vous en donne une illustration : Philippe Descola ¹⁶raconte que dans un village Achuar, en Amazonie, une femme revient affolée car elle a été piquée par un serpent mortel. Descola avec son sérum la sauve, la réaction du mari est la suivante : il dit comprendre ce qui s'est passé, on a un peu abusé du gibier lors de notre chasse, on a tué des animaux au-delà du nécessaire, et la nature s'est vengée. C'est comme si l'on avait tué un proche, disons par exemple le beau-frère. Le jaguar a le même statut qu'un beau-frère. On voit bien que si nous nous concevons nous-mêmes comme dans cet animisme, nous n'avons évidemment pas la même conception du sujet. Je ne soutiens pas que nous devrions devenir animistes, mais savoir que ça existe nous permet de prendre un nouveau point de vue sur ce que nous sommes, et ne pas forcément prendre pour argent comptant tout ce que nous nous racontons à nous-mêmes.

Anne Ganivet-Poumellec : Y compris comme dans l'histoire de ce village, le récit nous permet de nier la contingence, de penser que cette femme a fait une mauvaise rencontre.

Jean Cartelier : Oui, on a en permanence besoin de justifier ce qui nous arrive.

La mathématisation du monde et l'invention de la valeur

Henri Glodas : La théorie économique se rattache au courant scientifique du XIX^{ème} siècle, qui véhicule un idéal prométhéen où l'homme arriverait à dominer complètement la nature et à complètement se dominer lui-même. Dans la théorie économique, est frappant l'emploi des mathématiques. Les individus sont mis en équation, et on pense qu'on en retirera une maîtrise totale dans l'appréhension de l'homme, de son comportement. La théorie néoclassique s'appuie sur cette mathématisation pour se justifier, elle se conçoit comme scientifique parce qu'elle a « réussi » mathématiquement. L'équilibre général par exemple est une merveille théorique.

Jean Cartelier : D'une certaine façon, les économistes ont presque été les premiers à mathématiser le monde. Au Moyen Âge, des gens ont été brûlés pour avoir fait cela pour le monde physique, parce qu'ils ont pensé que le monde matériel était un espace mathématique – Galilée s'en est sorti parce qu'il a fait des concessions. Pourquoi dis-je que les économistes ont été (presque) les premiers ? Parce qu'ils ne se sont pas cantonnés à mathématiser le monde physique, ils ont mathématisé le monde social. Et je dirais que d'une certaine façon, quitte à blasphémer peut-être, la mathématisation économique du monde social est plus facile à faire : elle est immédiate. Quand de ce point de vue vous regardez ce que vous faites dans la vie, vous gagnez et dépensez de l'argent : c'est visible. En physique par contre, la masse

¹⁶ P. Descola, *La Nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, Paris, Fondation Singer-Polignac et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1986.

n'est pas quelque chose que vous voyez, il vous faut toute une construction pour arriver à produire le concept de masse. Le paiement, lui, c'est immédiat.

Ce que je dis est tellement vrai que la théorie économique classique, à partir d'Adam Smith, a dû *inventer* le concept de valeur « réelle » dirais-je des biens par opposition aux grandeurs nominales, monétaires, dans lesquelles s'écrivent les paiements, et qui pour eux ne seraient pas réelles. Ils ont fait comme les physiciens. : les physiciens inventent le concept de masse à partir certes de la pesée, mais celle-ci ne donne que le poids, ce qui est différent. Les économistes eux ont inventé leur valeur à partir de l'échange, qu'ils utilisent comme la pesée des physiciens. La « vraie » valeur en tant que sous-jacente à la valeur nominale, la valeur des théoriciens de la valeur n'est qu'une construction intellectuelle, une invention.

D'Albert Le Grand à Adam Smith

Si vous avez un doute sur cette affaire de valeur, je vous recommande vivement un article d'un médiéviste, Sylvain Piron ¹⁷, qui explique que la valeur au sens où nous l'entendons aujourd'hui est issue d'une erreur d'Albert Le Grand dans sa traduction en 1250 de *L'éthique* d'Aristote¹⁸. Albert Le Grand introduit le mot valeur, en latin *valor*, alors qu'il n'y a rien de tel dans Aristote. Nous sommes au XIIIème siècle, et ce terme participe à la construction de la théorie du prix juste. Qu'est-ce que le prix juste ? C'est quelque chose qu'on ne voit pas, et qui est derrière ce que l'on voit. Ce que l'on voit, ce sont les prix, par exemple dans les contrats. Mais il y a une référence derrière, le juste prix, la « vraie » valeur, que nous allons chercher. Ce qui va avoir un impact pratique parce que c'est ce qui va être évalué s'il y a procès. L'idée que la valeur est quelque chose que l'on construit, qui ne s'observe pas mais qui évidemment doit permettre de comprendre ce qui se passe, remonte donc au XIIIème siècle. Elle est restée dans l'ombre pendant un certain temps, et Adam Smith l'a remise au premier plan.

¹⁷ S. Piron, « Albert le Grand et le concept de valeur », 2010, téléchargeable sur [https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/524525/filename/Albert le Grand et le concept de valeur.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/524525/filename/Albert_le_Grand_et_le_concept_de_valeur.pdf). P. 137 : « Pour saisir ce qui a fait la fortune du mot *valor*, il peut être éclairant de s'arrêter brièvement sur les propriétés du terme. Les différents substantifs disponibles en latin classique (*appretiatio*, *æstimatio*, *taxatio*) désignaient toujours une activité sociale d'évaluation, jamais un aspect de la chose évaluée. (...) Dans ses usages médiévaux, le *pretium* désigne essentiellement ce qui est donné en échange ou en compensation, que ce soit pour un autre bien, un travail accompli ou un dommage subi. Même lorsque le terme prend la signification abstraite d'une expression numérique monétaire, il ne désigne qu'une évaluation momentanée, effectuée dans des circonstances spécifiques. À l'inverse, *valor* exprime une dimension inhérente à la chose et fixe de la sorte un critère qui permet de juger de quelle façon le prix correspond ou non à la valeur. »

Lire aussi « C'est Dieu qui rend l'économie pensable », in Actes du Colloque *Les calculs du sujet, rencontre économie et psychanalyse*, publiés dans *Confluents* n°69, 2018. Ce colloque, qui a eu lieu en 2007, était organisé sous l'égide de l'ACF-IdF, et issu de conversations régulières entre économistes et psychanalystes initiées par Laurent Hutinet.

¹⁸ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Paris, Vrin, coll. « Bibliothèque des Textes Philosophiques », 1959, traduction Jules Tricot, chapitres du cinquième livre consacrés au thème de la réciprocité.

Du sujet au parlêtre

Gilles Chatenay : Je voudrais revenir sur le sujet. Ce que tu amenais avait pour moi la conséquence qu'il fallait remettre en cause la conception lacanienne du sujet, telle qu'elle s'énonce dans la proposition « Le signifiant est ce qui représente le sujet pour un autre signifiant ». Ceci dit, Lacan lui-même l'a remise en question, puisqu'il a avancé le terme de parlêtre. Et le parlêtre, ça met en jeu la jouissance¹⁹, et donc le corps vivant – c'est-à-dire la nature si l'on reprend ce qu'avance Olivier, « le lien avec la Nature est-il autre chose que le lien avec notre propre corps et celui des autres ? ».

Société/économie : l'inversion du rapport et l'impérialisme de l'évaluation quantitative

René Fiori : Une question à Olivier : Tu as mentionné la codétermination et ce qu'avance Polanyi, que le système capitaliste, d'intégré qu'il était au monde social est devenu extérieur, et que c'est nous qui y sommes intégrés à ce système. Je voulais te demander comment il faut concevoir ça. Je pose cette question parce que j'ai lu autrefois un livre de Jean-Pierre Dupuy²⁰ qui est sociologue. Il s'est intéressé aux rapports dans l'entreprise, et un des déterminants de cette extériorisation serait que les relations sociales au sein de l'entreprise sont devenues rigides, notamment à travers la technique, et que cela a extériorisé la structure qui détermine les acteurs au sein de l'entreprise. J'y pense d'autant plus que l'on a parlé des formules économiques et scientifiques qui elles aussi sont des extériorisations qui après coup nous déterminent. C'est une question pour moi, parce que je ne vois pas comment on pourrait changer ça.

Olivier Favereau : L'idée polanyienne est que pendant très longtemps dans l'histoire de l'humanité, l'économie a été « encadrée » – c'est le terme qu'il utilise, qui a eu une certaine postérité – dans le social. L'illustration qu'il en donne est que le commerce, assez bizarrement, était essentiellement un commerce que nous dirions maintenant « international » – à l'époque entre collectivités. Les collectivités essayaient d'être les plus autonomes possible, et c'est le surplus qui était proposé à l'échange entre collectivités. Évidemment les choses changent lorsque le but de l'activité économique n'est plus l'autonomie, mais le surplus, et même dirions-nous en économie la maximisation des surplus. Si cette logique tournée vers l'augmentation de la production et la maximisation du surplus perdure, à la longue les rapports entre économie et société s'inversent, et c'est la société qui devient encadrée à l'intérieur de l'économie.

Dans un autre livre, Jean-Pierre Dupuy²¹ à propos d'un discours d'un président passé de la République, remarquait que le discours politique était complètement absorbé par le discours économique. Pour revenir l'encastrement dont parle Polanyi, je prendrai l'exemple de l'évaluation dans l'entreprise – et d'ailleurs pas seulement dans l'entreprise, dans la vie de

¹⁹ J. Lacan, *Le Séminaire*, livre XX, *Encore*, (1972-1973), Seuil, 1975, texte établi par Jacques-Alain Miller, p. 95 : « L'inconscient, c'est que l'être, en parlant, jouisse »

²⁰ J. P. Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002, p. 66 : [La conjecture de Heinz von Foerster] dit que plus les relations interindividuelles sont rigides, plus le comportement de la totalité apparaîtra aux éléments individuels qui la composent dotée d'une dynamique propre qui échappe à leur maîtrise. »

²¹ Jean-Pierre Dupuy, *L'avenir de l'économie*, Flammarion, Paris, 2012, p. 9.

tous les jours. Que se passe-t-il par exemple dans l'université ? On y a transposé les techniques de gestion, et notamment l'évaluation en fonction des résultats. Ce que Jean et moi avons vécu ces dernières années, c'est une transformation complète de la logique du travail universitaire, sur la base de critères qui se voulaient les plus objectifs possibles, en termes de nombre de publications avec un classement des revues, qui permettait de dire que tel dossier était beaucoup plus solide que tel autre parce qu'il y figure trois publications trois étoiles. À mon avis c'est typique du néolibéralisme, c'est ce qu'Alain Supiot appelle la gouvernance par les nombres.²² Il n'est pas entièrement absurde après tout de regarder ce que les gens ont publié sur un plan scientifique, mais les choses changent lorsque cela devient le seul critère ou celui qui supplante tous les autres. Il est maintenant extrêmement difficile, alors que tout le monde dit de façon un peu rhétorique qu'on ne va pas se limiter à cette appréciation, de limiter le poids de l'évaluation quantitative, qui se dit « objective ». D'abord parce que cela demande de s'engager personnellement, et de faire preuve de jugement. Ce simple passage d'une évaluation quantitative seule à une évaluation quantitative qui ne tiendrait qu'une place limitée suffit à faire complètement basculer le système de gestion. La pente naturelle des organisations néolibérales privilégie la gouvernance par les nombres. On touche là à quelque chose d'absolument central, s'agissant de la « gestion » des « ressources » humaines. Je suis très frappé que des gens qui ont cinquante ou soixante ans aujourd'hui disent que cette fonction, DRH, ne les intéresse plus, elle ne consiste plus qu'à faire des tableaux Excel. Cette fonction est devenue purement calculatoire. Le point essentiel, c'est qu'une fois qu'on a mis le doigt dans la logique calculatoire, il est très difficile de la cantonner.

Et pour terminer sur ces questions, à propos du sujet. En tant qu'économiste – j'ai quand même beaucoup travaillé sur la théorie de la décision –, ma position ne serait pas de renoncer au sujet. La base axiomatique de la théorie néoclassique, de la rationalité calculatoire, est fragile puisqu'elle suppose une description complète de tous les états futurs possibles du monde. Cette fragilité de la rationalité calculatoire affecte la conception que la théorie néoclassique se fait de l'individu, qui est supposé parfaitement autonome et optimiser son utilité individuelle, sans prise en compte d'autrui, sauf si autrui interfère avec cette dernière.

Je proposerais de garder l'idée de sujet, mais d'un sujet incomplet, c'est-à-dire un sujet qui a besoin des autres. Et en ce qui concerne le lien que nous avons fait entre le sujet du naturalisme et l'économie politique, peut-être une des voies de sortie de celle-ci serait non de rompre complètement avec la tradition, mais d'en tracer les limites.

Que serait un travail qui ne serait pas instrumentalisé ?

Jean Cartelier : Je voudrais poser une question que j'espère embarrassante à Olivier : Tu veux désinstrumentaliser le travail. Que serait un travail qui ne serait pas instrumentalisé ?

Olivier Favereau : Le point de départ est que si le travail, comme d'ailleurs la nature (dans les deux cas, il s'agit en fait du corps) sont *uniquement* des instruments, c'est-à-dire sont soumis à d'autre chose qu'eux-mêmes, on a l'intuition qu'humainement c'est quelque chose de destructeur. Qu'on ait besoin de travailler pour gagner sa vie on ne peut l'éviter, mais la situation où la *seule* justification, le seul intérêt ou la seule utilité que le salarié pourrait

²² A. Supiot, *La gouvernance par les nombres, Cours au Collège de France (2012-2014)*, Fayard, 2015.

trouver à son travail serait sa rémunération serait déshumanisante. Donc – et là j’ai l’impression de dire quelque chose d’un peu banal même si c’est le message de la théorie économique standard comme vous le savez –, cela revient à ne penser le travail que comme une *désutilité*. Pour la théorie standard, dans l’anthropologie de la théorie économique la plus reçue il n’y a que deux arguments dans la fonction d’utilité, que deux sources d’utilité : il y a le loisir, ne rien faire, et consommer. Tout dans l’économie est pensé à travers une vision de l’homme et de la femme où les seules satisfactions sont consommer et ne rien faire.

Je pense que c’est une anthropologie désastreuse, et d’ailleurs même pour le raisonnement économique – beaucoup d’études montrent combien la productivité des employés peut être affectée lorsqu’ils ne trouvent aucune satisfaction dans leur travail. Certes le travail est pénible, certes il est fatigant, mais le jour où l’on en est privé on réalise à quel point on y tenait. Et surtout on fait litière de tous les moments de satisfaction dans le travail – et là je suis influencé par les sociologues dits de l’activité, qui disent que même dans le travail le plus ingrat il y a des moments de grâce. Sans parler du fait que dans le travail salarié, vous devez coopérer avec d’autres. Donc la dimension relationnelle est extrêmement importante. Et dernière chose, David Graeber, anthropologue, dit des choses assez réjouissantes sur la *Bullshit economy*.²³

Pour revenir à ta question, Jean, il y a quand même une chose qui est frappante avec le confinement. L’activité de la bourse est maintenant largement suspendue, etc., et vous aurez remarqué qu’il y a une seule chose qui bloque vraiment l’entreprise, c’est lorsque les salariés ne peuvent aller travailler. Tout s’arrête. Si les services de marketing ne fonctionnent plus, si le service des ressources humaines ne fonctionne plus, aucune importance ! Nous revenons aux choses sérieuses, lorsque les éboueurs les infirmières les épiciers les caissières et j’en oublie ne travaillent plus, on s’aperçoit qu’il y a là quelque chose d’essentiel. Si par contre les financiers les dirigeants etc. ne font plus leur travail, ça passe quasiment inaperçu.

Alors je pense qu’il y a fondamentalement deux choses qui pourraient aller dans le sens de désinstrumentaliser le travail. Premièrement, essayer de faire preuve d’imagination dans la rémunération du travail. C’est-à-dire que le travail ne soit pas rémunéré uniquement en fonction de sa prétendue rareté, de son prestige ou de ses fonctions d’autorité. Il y aurait vraiment un travail à faire pour nous économistes sur *l’utilité sociale* du travail. Cela implique de changer complètement la comptabilité de l’entreprise.

La deuxième idée est tout simplement de donner la parole aux salariés. Ce n’est pas moi, académique, qui vais dire comment il faut considérer le travail. Là j’ai une vision procédurale du bien commun ou de la démocratie, et je reviens à la codétermination (et à l’écodétermination). Laissons les salariés dire comment ils souhaitent que le travail soit traité dans les instances dirigeantes de l’entreprise ; dans les conseils d’administration au sommet pour la stratégie, dans les comités d’établissement à la base pour l’organisation du travail. En tant qu’économistes nous pouvons avoir quelques idées, mais ce n’est pas à nous de le dire. À vrai dire toute la logique du raisonnement que je développe avec d’autres sur le travail implique que c’est aux salariés de le dire. Et c’est bien pour ça qu’il faut changer le système de pouvoir dans l’entreprise.

²³ Cf. D. Graeber, *Bullshit Jobs : A Theory* (trad. de l’anglais dans Éditions Les liens qui libèrent, Paris, 2018.)

Gilles Chatenay : Si j'entends bien ce que tu dis, on ne perçoit la véritable utilité du travail que quand les vrais travailleurs ne travaillent plus. Donc tu es pour la lutte de classes !

Olivier Favereau : Oui, je suis pour la lutte de classes, mais sans la valeur-travail !

Comment faire passer l'écoéconomie

Anne Ganivet-Poumellec : Quand j'ai lu le travail d'Olivier Favereau, je me suis dit que ce que tu proposes sur le gouvernement de l'entreprise est une position constructive, qui devrait recevoir l'agrément des syndicats réformistes, d'autant plus qu'on leur en confie la mise en œuvre. *Quid* alors du conflit avec les syndicats qui ne sont pas du tout réformistes ?

Olivier Favereau : On change un peu de registre. Pour ne rien vous cacher, en ce moment j'essaye avec des amis de faire signer une tribune sur la base de l'argument que l'on est en train de redécouvrir l'importance du travail, même le plus modeste. Il va y avoir une énorme recomposition de l'appareil productif, et c'est peut-être le moment de redonner la parole au travail – non pas d'aller vers une autogestion complète, mais simplement de redonner la parole au travail dans l'orientation de la politique des entreprises. Et nous signalons dans cette Tribune que la loi PACTE de 2019²⁴, à propos des administrateurs salariés, comporte une clause stipulant qu'après trois ans on va réexaminer la question de l'augmentation de leur nombre. Nous suggérons que l'on pourrait peut-être précipiter les choses.

Les syndicats réformistes, y compris un syndicat de cadres, il faut le noter, ont accepté immédiatement de signer la tribune, les autres sont plus réticents mais on a pu nous dire que « les choses évoluent ». Les choses évoluent pourquoi ? *Parce qu'il y a maintenant des administrateurs salariés*, même s'il n'y en a pas assez. Et donc les syndicats, même contestataires, ne peuvent plus s'en désintéresser.

C'est comme ce que raconte Bregman, on fait du lobbying (mais c'est un lobbying sur des idées, pas sur des intérêts), les esprits évoluent et à un moment ça devient évident pour tout le monde.

Le salariat ne suffit pas à faire du travail une marchandise

Jean Cartelier : Je reviens sur l'instrumentalisation. Si j'ai bien compris ce que tu dis, ce n'est pas le fait d'être salarié qui instrumentalise le travail.

Olivier Favereau : Pas entièrement.

Jean Cartelier : Pas entièrement. Si je te suis, tu peux concevoir qu'un salarié ne soit pas instrumentalisé si l'organisation obéit à certaines règles. Cela signifie selon moi que ce n'est pas le fait que le travail soit une marchandise qui l'instrumentalise.

Olivier Favereau : Le salariat ne suffit pas à faire du travail une marchandise.

²⁴ Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises, promulguée le 22 mai 2019.

Jean Cartelier : Donc le fait que le salarié n'accède pas aux moyens de production et ne puisse travailler qu'en étant subordonné n'est pas ce qui détermine l'instrumentalisation. Je questionne cette proposition non pas pour elle-même, mais par rapport à Polanyi. Tu invoques Polanyi, mais en même temps est-tu dans le fil de sa logique ? Lorsque je suis salarié, c'est que j'ai été sur le (prétendu) marché de l'emploi, ai offert mon travail ou mes services. J'ai offert une marchandise qui a été achetée, et c'est comme cela que je suis entré dans l'entreprise. J'ai fait une transaction qui m'a permis de vendre ce qui aux yeux de tout le monde est une marchandise.

Et tu me dis que c'est vrai, mais que si j'organise l'entreprise d'une certaine façon, je vais faire en sorte que le fait que je sois entré dans l'entreprise par la vente de cette marchandise fictive ne m'instrumentalise plus.

Défense du salariat

Olivier Favereau : Tout à fait. Premier point : je défends le salariat – à un niveau élevé de généralisation, je ne défends évidemment pas telle ou telle situation déplorable, on le comprend bien.

Deux mots sur ce point. Premièrement regardons l'histoire de la relation salariale, l'histoire du contrat de travail. Marx n'a pas connu le contrat de travail. À son époque, ce qui liait le travailleur à son employeur était plutôt un contrat marchand, précisément. Ce que les historiens de la gestion et des ressources humaines nous disent, c'est que le contrat de travail est très tardif. En France, le contrat de travail a été stabilisé par un arrêt du Conseil d'État, selon mon souvenir vers 1933. Je simplifie un peu, mais jusque-là, la relation contractuelle était une relation marchande entre le travailleur et un personnage très important dans l'entreprise, le contremaître. Le contremaître se voyait attribué par le propriétaire des équipements et un certain budget, à charge pour lui de recruter comme il veut des travailleurs pour leur faire exécuter la tâche. Ça a entraîné de tels abus que ça a explosé, et ça a donné quoi ? Ça a donné la rencontre du contrat de travail avec le contrat de société. C'est-à-dire que désormais, être salarié c'est être soumis à l'autorité non plus d'un individu, mais de la personne morale, de la société. Et ceci a été un immense progrès, par-delà tous les abus qui ont eu et ont encore évidemment lieu.

D'une certaine façon, ce qui aujourd'hui nous est présenté comme le summum de la modernité, Uber et autres, est un retour à l'ancienne relation marchande. Nous connaissons bien les défauts etc. du salariat, mais nous avons tendance à perdre de vue ses vertus, qu'il faut non seulement préserver mais étendre. Par exemple, sur la nécessité de donner plus d'autonomie aux salariés : je me limiterai aux deux points les plus importants :

D'abord, si, grâce à la codétermination, les salariés décident de la stratégie de l'entreprise autant que les capitalistes, les actionnaires, un aspect toxique du contrat de travail disparaît.

Et deuxième point, pour traiter le problème de la façon la plus générale possible, il y a des choses qu'on ne peut faire tout seul. Bien sûr les écrivains, les artistes, les artisans etc. travaillent seuls, je pense à ce que disait Gilles à partir de Supiot sur *opera*, l'œuvre. Mais si vous voulez fabriquer un avion, un barrage, un nouveau médicament etc., il faut être *plusieurs*. La forme entreprise s'impose, et quelque chose qui n'est évidemment pas valorisé dans

l'entreprise capitaliste, quelque chose d'extraordinairement précieux et d'extraordinairement gratifiant s'effectue dans le travail : la coopération. Pour moi, l'entreprise polanyienne qui traiterai correctement les trois marchandises fictives serait une entreprise où la valeur du travail est assise sur la coopération entre les gens.

Et ça vous ne l'aurez jamais avec une plateforme comme Uber autour de laquelle tournent une multitude d'autoentrepreneurs.

Jean Cartelier : Je suis complètement d'accord, mais avec un bémol sur l'histoire : dans le monde anglo-saxon, ça ne s'est peut-être pas passé pareil.

Olivier Favereau : Mais si ! La grande référence est américaine : Sanford Jacoby²⁵ un historien de l'UCLA. Seules les dates changent, aux États-Unis le système du contremaître s'appelait le *Drive system*, et il a laissé la place au contrat de travail juste après la guerre de 14-18.

La belle ouvrage

Gilles Chatenay : Sur Alain Supiot et *l'opera*, l'œuvre, l'ouvrage. La satisfaction de la belle ouvrage n'est pas réservée aux artistes et aux gens dont le travail est solitaire. J'ai connu par exemple des ouvriers d'EDF qui étaient fiers de leur travail (je doute qu'il y en ait encore). Et je me souviens qu'à la chaîne, chez Renault à Flins, il nous arrivait de signer une voiture. On faisait une petite griffure, à l'intérieur de la carrosserie pour que ça ne se voie pas.

Et je pense qu'une chaîne de montage, lieu par excellence de la taylorisation, lieu de la plus aboutie mécanisation du corps des travailleurs (la numérisation y ajoutera la cognition), ne peut pas bien fonctionner si manque cette discrète tonalité.

Je vous propose de conclure sur cette note.



²⁵ S. M. Jacoby, *Employing Bureaucracy: Managers, Unions, and the Transformation of Work in American Industry, 1900-1945*. New York: Columbia University Press, 1985; revised edition 2004.

ESSAI DE RÉFLEXION IMMÉDIATE SUR LA CRISE DU CORONAVIRUS
A la lumière des travaux de recherche sur l'entreprise
menés au Collège des Bernardins (2009/2019)

Quelle « tonalité » choisir pour ce propos (26 avril 2020) ?

- Cette crise donne lieu à une expérience individuelle et collective d'une nouveauté radicale.
- Nous sommes submergés sous les analyses et les informations.
- Nous sommes à la fois « en chambre », et bombardés d'infos en provenance de tout l'univers, par les médias et les réseaux sociaux.
- Nous n'avons pratiquement pas de possibilités de nous faire une impression personnelle, directe, *de visu*, du fait de la difficulté de se déplacer et se rencontrer.

Dans ces conditions, une façon de respecter la singularité de l'évènement, tout en essayant intellectuellement d'être à sa hauteur, est peut-être

- de prendre une grille de lecture analytique, à la fois familière pour les chercheurs en sciences humaines et sociales mais permettant un certain recul critique ;
- de la faire fonctionner sur les composantes les plus massives et les plus spectaculaires de l'évènement, pour essayer de prendre un peu de recul en offrant une première interprétation à chaud ;
- et, en se projetant dans l'avenir, de voir ce qu'elle suggère comme hypothèses de réflexion et d'action par rapport à l'entreprise et à sa place dans la société française à venir.

C'est ce que l'on peut faire grâce la célèbre notion Polanyienne de « **marchandises fictives** » (qui a servi de base à un magistral panorama historique du 19^{ème} et de la 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècles). Citons le texte lui-même :

« Le point fondamental est le suivant : le **travail**, la **terre**, l'**argent** (...) doivent eux aussi être organisés en marchés ; ces marchés forment en fait une partie absolument essentielle du système économique. Mais il est évident que travail, terre et monnaie *ne sont pas* des marchandises ; (...) aucun de ces trois éléments – travail, terre, monnaie – n'est produit pour la vente ; lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif. C'est néanmoins à l'aide de cette fiction que s'organisent dans la réalité les marchés du travail, de la terre et de la monnaie. (...) »

Les marchés du travail, de la terre et de la monnaie sont sans aucun doute essentiels pour l'économie de marché. Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle, comme son organisation commerciale, n'étaient pas protégées contre les ravages de cette construction diabolique. »²⁶

Traduit en termes plus concrets :

- Le **travail** : le travail n'a pas (seulement) une valeur instrumentale, liée à l'obtention d'un salaire (→ idée de valeur intrinsèque ou d'utilité sociale)

²⁶ K. Polanyi, *La grande transformation* (1944, trad. 1983), Chap.6, pp.107-8 et pp.108-9.

- La **terre**, c-a-d la Nature, n'a pas vocation à recevoir un prix (d'ailleurs en général très bas, voire nul) et rentrer comme ressource dans un calcul économique, celui des producteurs (cf. prix du carbone) comme celui des consommateurs (gaspillage etc.). Bref la Nature n'a pas seulement une valeur instrumentale (→ idée de valeur intrinsèque ou d'existence)
- La **Monnaie** (ou l'argent ou la finance): *Là le raisonnement s'inverse*, car la marchandisation implique alors la monnaie *des deux côtés*. Et cela change tout. En effet, si la Monnaie ou l'Argent ou la Finance ne servent qu'à rentrer dans un calcul financier, par exemple rapporter un intérêt pour un placement, l'Argent n'a plus seulement une valeur instrumentale, *il devient la finalité* : l'Argent acquiert une valeur en lui-même. Une valeur intrinsèque !!! On voit ici l'inversion par rapport aux deux autres marchandises fictives. Alors que la Nature et le Travail devraient avoir une valeur en soi, l'argent devrait servir autre chose que lui-même.²⁷

Le présupposé normatif de la trilogie de Polanyi est clair : il faut « démarchandiser », ou, pour le dire dans une terminologie équivalente, mais qui révèle, au lieu de la dissimuler, la dissymétrie à l'intérieur de la trilogie

- **Désinstrumentaliser** le Travail
- **Désinstrumentaliser** la Nature
- MAIS
- **Réinstrumentaliser** l'Argent,

..... si l'on veut que l'économie de marché ne s'auto-détruit pas en se muant silencieusement en « société de marché » (ce sont les termes mêmes de Polanyi).

De fait cette trilogie trouve facilement à s'appliquer aux facteurs de déclenchement des trois précédentes crises mondiales des cent dernières années : les travaux menés aux Bernardins ou ailleurs révèlent a posteriori que la crise de 1929, la double crise du pétrole (1974/79), et la crise des subprimes (2008) sont associées à un excès de marchandisation du Travail, et/ou de la Finance et/ou de la Nature.

Appliquée à la crise du Covid-19, cette grille

/1/ Met en évidence des aspects formidablement *positifs* et novateurs dans les événements actuels.

/2/ Mais rend foncièrement *pessimiste* sur la possibilité que cette crise débouche à moyen terme sur une amélioration en profondeur du système.

/3/ Sauf si des démarches *politiques (au sens le plus noble du terme)* permettent aux porteurs d'idées nouvelles (en rapport avec les 3 marchandises fictives)

- (i) de rentrer à l'intérieur des multiples dispositifs par lesquels le système si manifestement défaillant va essayer de reproduire l'existant,
- (ii) afin d'empêcher un fonctionnement en circuit fermé et d'installer des dispositifs de discussion ouverte à de nouveaux acteurs et des lieux d'imagination collective, capables d'écouter les informations venant de la base (et pas seulement des experts).

²⁷ Cette revalorisation de la fonction de financement du crédit serait à théoriser dans la lignée du « finance motive », ajouté par Keynes en 1937 aux 3 autres motifs de détention de la monnaie : transaction, précaution, spéculation. La Finance finance l'économie « réelle ».

On verra que cette grille suggère au moins **une** telle démarche. Mais bien d'autres seraient à concevoir.

/1/ D'abord le **positif** dans ce qu'on vit au présent

- sur le **Travail** : on redécouvre la valeur intrinsèque du travail, non seulement du personnel soignant, dans toutes ses fonctions, mais aussi des tâches les plus modestes, désormais infiniment précieuses : caissières, livreurs, éboueurs, petits commerçants (et même les grandes surfaces), boulangers, libraires, etc. Noter que la plainte managériale sur la perte de sens du travail a brusquement disparu ...
- sur l'**Argent**, peut-être le plus spectaculaire : on redécouvre l'aspect salvateur de la finance, avec l'énormité des sommes mobilisables pour financer le chômage partiel, le renflouement des entreprises et bientôt des banques. L'argent sert enfin à *financer* des activités de l'économie *réelle**
- sur la **Nature**, on se doute que le déclenchement de la crise a qqch à voir avec l'exploitation inconsidérée de la Nature, mais surtout plus encore que le réchauffement climatique, s'impose l'évidence que la planète est une – et c'est le corps qui est le pivot de cette universalisation. De fait, le lien avec la Nature est-il autre chose que le lien avec notre propre corps et celui des autres ?

Ce qui est proprement stupéfiant, c'est que la conjonction actuelle de ces trois évolutions dessine un système à l'*opposé* de celui qui a dominé ces cinquante dernières années : celui du capitalisme financiarisé et du néo-libéralisme.

Hélas, cette heureuse conjonction risque fort de n'être que passagère

/2/ Les raisons d'être **pessimiste**

- sur le **Travail** : on commence à parler de primes, de revalorisation des rémunérations notamment dans le secteur hospitalier, ou pour des tâches modestes mais essentielles. Tout cela est positif, quoiqu'on entende aussi travailler double, relâcher les contraintes sur les horaires de travail, etc. En tout état de cause, pas d'interrogation vraiment systémique, ni sur le travail manuel, ou le « care », ni sur la réévaluation de la notion de service public (à l'exception d'un propos sibyllin d'E. Macron). On presse la machine économique de redémarrer au plus vite – donc comme avant.
- sur l'**Argent** : Le problème est en train de redevenir un problème macroéconomique de relance keynésienne après une récession (problème classique, même s'il est d'une ampleur tout-à-fait hors du commun). On ne peut s'empêcher de remarquer qu'en 2020 encore plus qu'en 2008 (ou 1974), les gouvernements les plus ardemment libéraux, les champions d'une politique de l'offre redeviennent keynésiens avec une facilité déconcertante. Et en ce sens inquiétante : (i) d'une part aucun changement de paradigme n'est en vue – nous sommes dans le transitoire, (ii) d'autre part le surcroît d'endettement public qui en résulte va offrir une « prise » supplémentaire pour les pouvoirs financiers, dans l'avenir. (iii) Enfin, plus la relance est quantitativement importante, plus toutes les autorités – économiques, politiques, financières - feront en sorte que le changement se limite à une telle opération (« ce n'est pas le moment de faire des réformes »)

- Sur la **Nature** : la cause de la transition écologique va être bien moins stimulée qu'on ne pourrait l'espérer a priori. D'abord l'origine du coronavirus n'est pas vraiment la fine pointe de la modernité productiviste. Ensuite la « guerre » contre un virus est finalement moins déstabilisante pour le système néo-libéral qu'une crise de spéculation financière, où la critique peut se concentrer sur le cœur du réacteur. Enfin, le débat sur la transition écologique va passer au second plan, ou se limiter à un discours politico-technocratique sur le raccourcissement des chaînes de valeur, et le retour à une mondialisation plus « raisonnable » (de même que la crise des subprimes s'était soldée par un retour à une activité bancaire plus « raisonnable »).

La conjonction de ces éléments prospectifs (et souvent positifs, pris un par un) va dans le même sens d'un « après » sans vraie discontinuité avec « avant ». La reconstruction de la maison France débouchera sur une surélévation de 10 cm, là où il en faudrait une de 10 m.

/3/ Que *faire* ?

Dans un contexte de bouleversement, le rapport aux idées est contradictoire :

- s'il n'y a **pas** d'idées novatrices (nécessitant au surplus un minimum de convergences collectives autour de ces idées), l'échec est assuré.
- Mais s'il y a **seulement** cela, l'échec est également assuré. Il faut en plus
 - o que les nouveaux collectifs, émergeant autour de ces idées, se trouvent des représentants pour agir et intervenir dans tous les lieux de pouvoir et de discussion (qui vont se multiplier ou s'intensifier),
 - o et qu'ils réussissent aussi à rester en phase avec les groupes de la société qui ne peuvent s'y impliquer – ce qui veut dire des échanges dans les deux sens : appropriation d'idées surgies de la base, ou reformulation d'idées novatrices, pour que s'y reconnaisse la société civile.

Donc il nous faut distinguer ces deux plans, celui des idées (« que » faire ?), et celui de l'action (que « faire » ?)

/3.1/ Du côté des **idées**,

la conjonction d'évènements positifs (sélectionnés en /1/) est quand même formidablement encourageante (surtout par rapport au climat politique, si tendu, si exaspéré, si bloqué, des mois précédents : grève des hôpitaux, protestation multiforme contre la réforme des retraites, réforme de l'assurance-chômage dénoncée violemment par la CFDT, seul soutien du gouvernement sur la réforme à points), début d'agitation dans les universités et le monde de la recherche (face à la réforme annoncée mais pas détaillée à travers la future loi LPPR)).

D'où la question : quel est l'agencement politique *le plus* susceptible de développer et de consacrer ces ouvertures, si positives (et si fragiles : cf /2/). Mon utilisation de la grille de lecture « Polanyi » avec ses trois marchandises fictives (*comme étant les trois grandes questions à se poser sur le lien économie/société*) suggère une reformulation précise de la question :

« y a-t-il, dans nos économies de marché, une institution *reliant fonctionnellement les trois marchandises fictives*, soit pour aller – comme au cours du dernier siècle - dans le sens de la fiction de la marchandisation, (dont on connaît les effets destructeurs), soit pour enclencher une dynamique inverse, : un triple processus de démarchandisation (mais toujours à l'intérieur de l'économie de marché) ? »

Eh bien, nous ne l'avions pas remarqué mais cette institution existe ! C'est l'entreprise.

Avec les trois marchandises fictives, on retrouve en effet ce qu'au Collège des Bernardins nous appelons les « **parties constituantes** » (et pas seulement les « parties prenantes ») **de l'entreprise**

- Le **Travail**, donc les salariés,
- L'**Argent**, c'est-à-dire le Capital, donc les actionnaires.
- Quant au 3^{ème} élément, la **Nature**, il a un statut différent. Il n'est pas une partie constituante, à proprement parler. Mais il est le support matériel de l'activité conjointe des deux parties constituantes. C'étaient les auteurs classiques (de Smith à Marx), sans doute parce qu'ils étaient les témoins de la Révolution industrielle, qui l'avaient le mieux compris. Ils analysaient la « production » comme un processus de prélèvement de ressources dans la Nature pour, après transformation par investissement du Travail et du Capital, dégager un surplus (après reconstitution des avances), exprimable en termes physiques et/ou monétaires. Malheureusement le raisonnement ultérieur (néo-classique) de Walras jusqu'à Tirole en raisonnant exclusivement en termes de Valeur Ajoutée (le PIB est une somme de VA) a perdu de vue la Nature en éliminant les Consommations Intermédiaires.

L'entreprise est le centre de gravité du triangle formé par les 3 marchandises fictives. Elle peut donc (elle seule peut-être ?) nous donner le point de départ d'une réflexion sur une *autre* politique, impliquant un *autre* rapport à l'Argent, au Travail et à la Nature.

Admettons. Alors que *faire* ?

/3.2/ Revenons donc aux **actions** à mener, donc aux **groupes d'action** à susciter ou renouveler. La réflexion sur la **codétermination**²⁸ que nous avons menée au Collège des Bernardins conduit à une **règle d'action** simple : *requérir la participation du travail salarié (c'est-à-dire : de tous ceux qui travaillent 'sous les ordres de ...') dans tous les lieux de pouvoir et de discussion où s'élaborent la stratégie et les dispositifs de sortie de crise, à l'intérieur ou à l'extérieur des entreprises.*

On notera que le bien commun qui est visé n'est pas défini de façon substantielle mais procédurale. On ne dit pas ce qu'il faut faire, mais comment le trouver, en fixant à la fois le *lieu* (l'entreprise) et la *méthode* (collective et participative) de son élaboration.

Soyons plus explicites : on doit s'attendre à des nationalisations d'entreprises, ou en tous cas à des prises de participation importantes de l'Etat ; il serait donc légitime de *plaider* pour une extension de la place des salariés dans les conseils d'administration et de surveillance. Ce ne serait après tout que justice : aujourd'hui, en France c'est le monde du travail (du plus modeste au plus savant) qui porte quotidiennement la société à bout de bras. La loi PACTE prévoyait une clause de revoyure. Les circonstances précipitent l'activation de cette clause.

Vis-à-vis de l'opinion, solliciter l'implication des salariés (*lato sensu*) dans la résolution de la crise est susceptible de recueillir un degré d'adhésion exceptionnel, dans le contexte actuel, qui permettrait de surmonter les oppositions bien connues (patronat, Bercy) et bien mal informées

²⁸ Nous n'avons pas la place pour développer ce point, mais, pour nous, la codétermination ne prend tout son sens qu'avec une refonte du système international d'évaluation comptable des résultats de l'activité d'entreprise (le Travail n'est plus seulement un coût, mais un actif ; et les profits sont calculés, nets des coûts de transformation de la Nature.). Une telle recherche est actuellement menée au département « économie et société » du Collège des Bernardins, sous la codirection d'Alexandre RAMBAUD et Baudoin ROGER. Dans notre dernier Rapport pour l'OIT (cf. ci-dessous), nous consacrons un chapitre à ce passage de la codétermination (*stricto sensu*) à ce qu'il faudrait appeler *l'écodétermination*.

(cf. la réussite de l'Allemagne et des pays Nordiques - tous pays à codétermination - non seulement dans la mondialisation, mais aussi dans *les crises* de la mondialisation, comme celle du coronavirus).

On remarquera que cela implique de se retourner vers les **syndicats**. C'est là une chance et un atout, du moins pour tous ceux, observateurs ou responsables, qui ont suffisamment de hauteur de vues pour comprendre que la mauvaise qualité de notre système de relations professionnelles est une pièce essentielle du malaise français. Or, si notre analyse de la crise est pertinente, les syndicats (dits « réformistes ») qui sont déjà convaincus de la nécessité de la codétermination (CFDT, CFTC, CFE-CGC) y trouveront des arguments supplémentaires, dans la perspective d'une transition écologique, sans tremblement de terre social. Quant aux syndicats qui sont contre (les syndicats dits « contestataires »), ils pourraient y voir, pour la 1^{ère} fois, une opportunité parfaitement légitime *vis-à-vis de leurs propres traditions* de sortir d'une position de retrait par rapport au gouvernement des entreprises, dans la mesure où l'enjeu enfin reconnu par l'exécutif est de changer notre modèle productif : ***changer de mode de gouvernement d'entreprise, à travers la codétermination, ne veut plus dire sauver le capitalisme, mais sauver la planète.***

Olivier FAVEREAU
Professeur émérite d'économie, Université Paris-Nanterre
Membre du Conseil Scientifique,
Département « économie et société », Collège des Bernardins

Cette note s'appuie sur les travaux suivants menés au Collège des Bernardins :

- O. FAVEREAU & B. ROGER, *Penser l'entreprise : nouvel horizon du politique*, Perspectives&Propositions5, Collège des Bernardins, 2015
- O. FAVEREAU, *L'impact de la financiarisation de l'économie sur les entreprises et plus particulièrement sur les relations de travail*, Rapport pour l'Organisation Internationale du Travail, octobre 2016
- O. FAVEREAU, *Les modèles de gouvernement d'entreprise : évaluation et prospective*, Rapport pour l'Organisation Internationale du Travail, octobre 2019

Elle doit beaucoup à deux réflexions pionnières sur la codétermination en France :

- J.M. LE GALL, *L'entreprise irréprochable : réciprocité, responsabilité, démocratie*, Desclée de Brouwer, Paris, 2011
- J.L. BEFFA & C. CLERC, *Les chances d'une codétermination à la française*, Centre Cournot, Prisme n° 26, janvier 2013

Jean Cartelier

À propos de la crise, petite contribution à notre discussion

Merci à Olivier pour nous offrir une analyse clairement motivée des impasses actuelles dont certaines sont révélées par la crise du SRAS-Covid-2. Si je partage largement les orientations qu'Olivier nous propose concernant l'entreprise, ainsi que son pessimisme d'ensemble, je nuancerais l'approche théorique qu'il adopte.

C'est sûrement un bon point de départ que celui des « marchandises fictives » de Polanyi car la terre, le travail et la monnaie marquent bien les limites à l'extension du système marchand d'allocation des ressources et des biens dans nos sociétés. Les anthropologues nous ont enseigné d'ailleurs que dans toutes les sociétés qu'ils ont étudiées jusqu'à présent, il y a toujours une catégorie de biens ou d'objets qui ne circulent pas et que, d'une certaine façon, cette absence de circulation est essentielle pour l'ensemble de la société (voir les travaux d'Annette Weiner). On pense à l'image de la roue donnée par Lao Tseu, dont le vide central (le moyeu) est la condition pour que le « plein » fonctionne.

Toutefois, les trois « marchandises fictives » jouent un rôle fort différent aussi bien dans le discours économique que dans le fonctionnement de nos sociétés.

Si l'observation selon laquelle « le travail n'a pas (seulement) une valeur instrumentale, liée à l'obtention d'un salaire (→ idée de valeur intrinsèque ou d'utilité sociale) » est sans doute pertinente, elle sous-estime les effets de son assimilation du travail à une marchandise. Il y a d'abord un effet sur le discours économique : faire croire que la relation salariale est une relation marchande – ce qui est contradictoire avec la logique profonde de la théorie moderne de la valeur – laisse entendre que nous vivons dans une économie de marché et d'échanges généralisés alors que ce n'est pas le cas. Il y a également un effet réel. Les salariés sont invités à se penser comme du capital humain offert et demandé sur un marché. Le chômeur involontaire est tenté de se considérer dans la même situation que celle d'un producteur de marchandises ne trouvant pas preneur. Il est responsable de cet échec.

Si les relations des entreprises *entre elles* relèvent bien du marché, *à l'intérieur de chaque entreprise* les relations entre les salariés et l'entrepreneur (sous ce terme on range toutes les personnes qui décident quoi, combien et comment produire pour le marché) relèvent d'une subordination monétaire. Ajoutons que si l'on pouvait considérer autrefois, que les salariés retrouvent une capacité marchande quand ils dépensent (souverainement) leurs salaires, on peut émettre quelque doute aujourd'hui étant donné l'emprise de la publicité et du marketing sur la consommation.

Nous ne vivons pas dans une économie de marché mais dans une *économie de marché encadrée dans la généralité de la relation salariale*, ce qui est fort différent. Ce que les entreprises produisent ne sont plus des marchandises mais les éléments d'un capital qu'il s'agit de valoriser à un certain taux. La subordination des salariés a pour conséquence que les « vrais » producteurs sont les entrepreneurs (et non les salariés) et que la production est le fait du capital (et non du travail). La logique de la production par le capital est celle de son extension infinie, la seule limite étant sa rentabilité.

Faire comme si le travail était une marchandise justifie que le capital en soit une. La capacité de mettre en œuvre des salariés et d'autres éléments nécessaires à la production est celle de l'entrepreneur et de l'entreprise. L'entreprise pour celui qui a la capacité de la mettre en œuvre a une « valeur marchande » dont on sait qu'elle vaut, à cause de la concurrence, la valeur des flux futurs de profit actualisée à un taux uniforme. Il est donc possible d'acheter et de vendre cette capacité. C'est en conséquence de la subordination des salariés (impliquant que le travail n'est pas une marchandise

car celui qui vend une marchandise n'est pas censé être subordonné à son acheteur), que le capital en devient une.

Et donc, pour en venir à la deuxième « marchandise fictive », contrairement à ce qu'Olivier affirme, la monnaie n'est pas la finance. *La monnaie n'est pas le capital*. Le discours économique *mainstream* le plus avancé le proclame à tort. Mais ici, à la différence du travail dont l'assimilation à une marchandise tentait de dissimuler la subordination des salariés, l'assimilation de la monnaie à une marchandise tente de dissimuler la *souveraineté monétaire* qui apparaît être essentielle à nos économies, à savoir celle de l'émission des moyens de paiement. Comment glisser cette souveraineté sous le tapis quand, à deux reprises au cours de ces quinze dernières années, c'est l'émission massive et arbitraire de moyens de paiement qui a empêché nos économies de s'effondrer ? Mais cette assimilation de la monnaie à une marchandise, à la différence du travail, est partielle et un peu honteuse. En effet, toujours en considérant le discours économique le plus avancé, la monnaie, en tant que *fiat money* est une marchandise si particulière (elle n'est pas produite privativement, notamment) qu'on en vient à douter que, même du point de vue *mainstream*, la monnaie soit vraiment une marchandise ! La monnaie n'est ni une marchandise ni du capital. C'est pourquoi d'ailleurs l'émission de monnaie est un point aveugle de la théorie économique.

Enfin, en ce qui concerne la terre, il faut distinguer la terre de la nature. La terre, en tant que marchandise, est traitée comme un capital, c'est-à-dire valorisée selon les flux de revenus futurs actualisés. C'est même, historiquement, le premier bien à avoir été traité de cette façon. Ce n'est évidemment pas le cas de la nature qui se manifeste dans le discours économique essentiellement sous la forme des rendements décroissants de la production en général. Le discours économique, lorsqu'il veut internaliser les externalités négatives dues au fait qu'on ne paie rien à la nature, invente des marchandises (les émissions de carbone) et des marchés pour les négocier.

La place de la nature dans les « sciences sociales » est un problème sur lequel je ne dirai rien faute de compétence. Mais je signalerai le livre récent de Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté*, qui est une histoire de la philosophie politique autour de la question centrale de nos sociétés : est-il possible de concilier l'émancipation de l'individu (et donc la démocratie) et l'abondance si l'on considère les conditions matérielles de réalisation de ces deux objectifs ?

Jan-Horst Keppler

Contribution à la réunion d'économie et psychanalyse du 29 mai.

Les différentes contributions envoyées me font regretter encore plus de ne pas pouvoir être des vôtres vendredi après-midi. Visiblement c'est du futur de la théorie économique que vous avez intention de parler. Je partage avec vous le constat que la réalité économique change vite et que la théorie néoclassique (qui fournit la référence incontournable pour tous les économistes *mainstream* et à fortiori pour les hétérodoxies qui se définissent en opposition) a du mal à suivre.

Cependant Mazzucato, Kelton, Picketty, Saenz et les autres me semblent à ce point plus des partisans de projets politiques variés (souvent très honorables) que des fondateurs de nouveaux paradigmes théoriques. Ils surfent habilement sur la désaffectation générale, soulèvent des critiques justifiées mais n'offrent guère des percées pour mieux comprendre ce qui se passe.

Et il se passe des choses. Entre autres, la nature de la monnaie change (question que Jean commence à développer). Apparemment, la capacité d'absorption de liquidités de nos économies virtualisées est sans limite. En peu de temps on est passé des milliards aux billions (*trillions* en anglais). Le rôle des états comme tiers validant des budgets publics et de la valeur de la monnaie change radicalement. La dette des pays de l'OCDE montera à 140% du PIB (anciennement une moyenne de 100% indiquait une sorte de limite de la soutenabilité). Il est quasiment impossible de concevoir une trajectoire sur laquelle ces dettes pourraient ne jamais être repayés. Et pourtant l'ensemble tient (pour le moment, au moins) car les banques centrales achètent les dettes de tout le monde (y compris les dettes pourries, les *junk bonds*, d'entreprises zombies ne créant plus de valeur) sans que l'inflation ne bouge d'un iota. Comprenez qui peut.

L'économie de marché a toujours eu une racine plongée dans l'imaginaire (il suffit de penser au fétichisme des marchandises, le mimétisme sympathique smithien etc.). Mais là on n'est pas loin de larguer les amarres... avec quoi ? Avec la valeur et l'utilité économique comme nous l'entendons, le besoin, le travail, l'effort, la terre, le temps biologique etc. il convient d'éviter le terme "réel", car il pourrait se donner que nous sommes en train de passer d'un réel à un autre, le petit virus qui nous a tenu en haleine ces derniers mois nous en avertit. Donc une future théorie économique vraiment pertinente sera nécessairement analytique !

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

the Correspondent

In a crisis, what was once unthinkable can suddenly become inevitable. We're in the middle of the biggest societal shakeup since the second world war. And neoliberalism is gasping its last breath. So from higher taxes for the wealthy to more robust government, the time has come for ideas that seemed impossible just months ago.

The neoliberal era is ending. What comes next?

Progress correspondent

14 May 2020



Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

Rutger BREGMAN

There are those who say this pandemic shouldn't be politicised. That doing so is tantamount to basking in self-righteousness. Like the religious hardliner shouting it's the wrath of God, or the populist scaremongering about the “Chinese virus”, or the trend-watcher predicting we're finally entering a new era of love, mindfulness, and free money for all.

There are also those who say now is precisely the time to speak out. That the decisions being made at this moment will have ramifications far into the future. Or, as Obama's chief of staff put it after Lehman Brothers fell in 2008: “You never want a serious crisis to go to waste.”

In the first few weeks, I tended to side with the naysayers. I've written before about the opportunities crises present, but now it seemed tactless, even offensive. Then more days passed. Little by little, it started to dawn that this crisis might last months, a year, even longer. And that anti-crisis measures imposed temporarily one day could well become permanent the next.

No one knows what awaits us this time. But it's precisely *because* we don't know *because* the future is so uncertain, that we need to talk about it.

The tide is turning

On 4 April 2020, the British-based Financial Times published an editorial likely to be quoted by historians for years to come.

The Financial Times is the world's leading business daily and, let's be honest, not exactly a progressive publication. It's read by the richest and most powerful players in global politics and finance. Every month, it puts out a magazine supplement unabashedly titled “How to Spend It” about yachts and mansions and watches and cars.

But on this memorable Saturday morning in April, *that* paper published this: “Radical reforms – reversing the prevailing policy direction of the last four decades – will need to be put on the table. Governments will have to accept a more active role in the economy. They must see public services as investments rather than liabilities, and look for ways to make labour markets less insecure. Redistribution will again be on the agenda; the privileges of the elderly and wealthy in question. Policies until recently considered eccentric, such as basic income and wealth taxes, will have to be in the mix.”

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

What’s going on here? How could the tribune of capitalism suddenly be advocating for more redistribution, bigger government, and even a basic income?

For decades, this institution stood firmly behind the capitalist model of small government, low taxes, limited social security – or at most with the sharpest edges rounded off. “Throughout the years I’ve worked there,” responded a journalist who has written for the paper since 1986, “the Financial Times has advocated free market capitalism with a human face. This from the editorial board sends us in a bold new direction.”

The ideas in that editorial didn’t just appear out of blue: they’ve travelled a very long distance, from the margins to the mainstream. From anarchist tent cities to primetime talk shows; from obscure blogs to the Financial Times. And now, in the midst of the biggest crisis since the second world war, those ideas might just change the world.

To understand how we got here, we need to take a step back in history. Hard as it may be to imagine now, there was a time – some 70 years ago – that it was the defenders of free market capitalism who were the radicals.

In 1947, a small think tank was established in the Swiss village of Mont Pèlerin. The Mont Pèlerin Society was made up of self-proclaimed “neoliberals”, men like the philosopher Friedrich Hayek and the economist Milton Friedman.

In those days, just after the war, most politicians and economists espoused the ideas of John Maynard Keynes, British economist and champion of a strong state, high taxes, and a robust social safety net. The neoliberals by contrast feared growing states would usher in a new kind of tyranny. So they rebelled.

The members of the Mont Pèlerin Society knew they had a long way to go. The time it takes for new ideas to prevail “is usually a generation or even more,” Hayek noted, “and that is one reason why ... our present thinking seems too powerless to influence events.”

Friedman was of the same mind: “The people now running the country reflect the intellectual atmosphere of some two decades ago when they were in college.” Most people, he believed, develop their basic ideas in their teens. Which explained why “the old theories still dominate what happens in the political world”.

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

Friedman was an evangelist of free-market principles. He believed in the primacy of self-interest. Whatever the problem, his solution was simple: out with government; long live business. Or rather, government should turn every sector into a marketplace, from healthcare to education. By force, if necessary. Even in a natural disaster, competing companies should be the ones to take charge of organising relief.

Friedman knew he was a radical. He knew he stood far afield of the mainstream. But that only energised him. In 1969, Time magazine characterised the US economist as “a Paris designer whose haute couture is bought by a select few, but who nonetheless influences almost all popular fashions”.

Hard as it may be to imagine now, there was a time when the defenders of free market capitalism were the radicals

Crises played a central role in Friedman’s thinking. In the preface to his book *Capitalism and Freedom* (1982), he wrote the famous words:

“Only a crisis – actual or perceived – produces real change. When that crisis occurs, the actions that are taken depend on the ideas that are lying around.”

The ideas that are lying around. According to Friedman, what happens in a time of crisis all depends on the groundwork that’s been laid. Then, ideas once dismissed as unrealistic or impossible might just become inevitable.

And that’s exactly what happened. During the crises of the 1970s (economic contraction, inflation, and the Opec oil embargo), the neoliberals were ready and waiting in the wings. “Together, they helped precipitate a global policy transformation,” sums up historian Angus Burgin. Conservative leaders like US president Ronald Reagan and UK prime minister Margaret Thatcher adopted Hayek and Friedman’s once-radical ideas, and in time so did their political adversaries, like Bill Clinton and Tony Blair.



US president-elect Ronald Reagan in Los Angeles in November 1980. Reagan consulting with his economic advisers about his new economic policy. From left to right: Walter Wriston, Milton Friedman, Daryl Trent, George Shultz, Ronald Reagan, Alan Greenspan. Photo: Bettmann / Getty

One by one, state-owned enterprises the world over were privatised. Unions were curtailed and social benefits were cut. Reagan claimed the nine most terrifying words in the English language were “I’m from the government, and I’m here to help”. And after the fall of communism in 1989, even social democrats seemed to lose faith in government. In his State of the Union address in 1996, Clinton, president at the time, pronounced “the era of big government is over”.

Neoliberalism had spread from think tanks to journalists and from journalists to politicians, infecting people like a virus. At a dinner in 2002, Thatcher was asked what she saw as her great achievement. Her answer? “Tony Blair and New Labour. We forced our opponents to change their minds.”

And then came 2008.

On 15 September, the US bank Lehman Brothers unchained the worst financial crisis since the Great Depression. When massive government bailouts were needed to save the so-called “free” market, it seemed to signal the collapse of neoliberalism.

And yet, 2008 did not mark a historic turning point. One country after another voted down its leftwing politicians. Deep cuts were made to education, healthcare, and social security even as gaps in equality grew and bonuses on Wall Street soared to record heights. At the Financial Times, an online edition of luxury lifestyle magazine *How to Spend It* was launched a year after the crash.

Where the neoliberals had spent years preparing for the crises of the 1970s, their challengers now stood empty-handed. Mostly, they just knew what they were *against*. Against the cutbacks. Against the establishment. But a programme? It wasn’t clear enough what they were *for*.

Now, 12 years later, crisis strikes again. One that’s more devastating, more shocking, and more deadly. According to the British central bank, the United Kingdom is on the eve of the largest recession since the winter of 1709. In the space of just three weeks, nearly 17 million people in the United States applied for economic impact payments. In the 2008 financial crisis, it took two whole years for the country to reach even half that number.

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

Unlike the 2008 crash, the coronavirus crisis has a clear cause. Where most of us had no clue what "collateralised debt obligations" or "credit default swaps" were, we all know what a virus is. And whereas after 2008 reckless bankers tended to shift the blame to debtors, that trick won't wash today.

But the most important distinction between 2008 and now? The intellectual groundwork. *The ideas that are lying around*. If Friedman was right and a crisis makes the unthinkable inevitable, then this time around history may well take a very different turn.

Three dangerous French economists

“Three Far-Left Economists Are Influencing The Way Young People View The Economy And Capitalism,” headlined a far-right website in October 2019. It was one of those low-budget blogs that excel in spreading fake news, but this title about the impact of a French trio of economists hit the nail right on the head.

I remember the first time I came across the name of one of those three: Thomas Piketty. It was the fall of 2013 and I was browsing around economist Branko Milanović's blog as I often did because his scathing critiques of colleagues were so entertaining. But in this particular post, Milanović abruptly took a very different tone. He'd just finished a 970-page tome in French and was singing its praises. It was, I read, “a watershed in economic thinking”.

Milanović had long been one of the few economists to take any interest at all in researching inequality. Most of his colleagues wouldn't touch it. In 2003, Nobel Laureate Robert Lucas had even asserted that research into questions of distribution was “the most poisonous” to “sound economics”.

Meanwhile, Piketty had already started his groundbreaking work. In 2001, he published an obscure book with the first-ever graph to plot the income shares of the top 1%. Together with fellow economist Emmanuel Saez – number two of the French trio – he then demonstrated that inequality in the United States is as high now as it was back in the roaring twenties. It was this academic work that would inspire the rallying cry of Occupy Wall Street: “We are the 99%.”

In 2014, Piketty took the world by storm. The professor became a “rock-star economist” – to the frustration of many (with the Financial Times mounting a frontal attack). He toured the world to share his recipe with journalists and politicians. The main ingredient? Taxes.

That brings us to the specialty of number three of the French trio, the young economist Gabriel Zucman. On the very day Lehman Brothers fell in 2008, this 21-year-old economics student started a traineeship at a French brokerage firm. In the months that followed, Zucman had a front row seat to the collapse

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

of the global financial system. Even then, he was struck by the astronomical sums flowing through small countries like Luxembourg and Bermuda, the tax havens where the world’s super-rich hide their wealth.

Within a couple of years, Zucman became one of the world’s leading tax experts. In his book *The Hidden Wealth of Nations* (2015), he worked out that \$7.6tn of the world’s wealth is hidden in tax havens. And in a book co-authored with Emmanuel Saez, Zucman calculated that the 400 richest US Americans pay a lower tax rate than every single other income group, from plumbers to cleaners to nurses to retirees.

The young economist doesn’t need many words to make his point. His mentor Piketty released another doorstopper in 2020 (coming in at 1,088 pages), but Zucman and Saez’s book can be read in a day. Concisely subtitled “How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay,” it reads like a to-do list for the next US president.

The most important step? Pass an annual progressive wealth tax on all multimillionaires. Turns out, high taxes need not be bad for the economy. On the contrary, high taxes can make capitalism work better. (In 1952, the highest income tax bracket in the United States was 92%, and the economy grew faster than ever.)

Five years ago, these kinds of ideas were still considered too radical to touch. Former president Obama’s financial advisers assured him a wealth tax would never work, and that the rich (with their armies of accountants and lawyers) would always find ways to hide their money. Even Bernie Sanders’s team turned down the French trio’s offers to help design a wealth tax for his 2016 presidential bid.

But 2016 is an ideological eternity away from where we are now. In 2020, Sanders’s “moderate” rival Joe Biden is proposing tax increases double what Hillary Clinton planned four years ago. These days, the majority of US voters (including Republicans) are in favour of significantly higher taxes on the super-rich. Meanwhile, across the pond, even the *Financial Times* concluded that a wealth tax might not be such a bad idea.

Beyond champagne socialism

“The problem with socialism,” Thatcher once quipped, “is that you eventually run out of other people’s money.”

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

Thatcher touched on a sore spot. Politicians on the left like talking taxes and inequality, but where’s all the money supposed to come from? The going assumption – on both sides of the political aisle – is that most wealth is “earned” at the top by visionary entrepreneurs, by men like Jeff Bezos and Elon Musk. This turns it into a question of moral conscience: shouldn’t these titans of the Earth share some of their wealth?

If that’s your understanding, too, then I’d like to introduce you to Mariana Mazzucato, one of the most forward-thinking economists of our times. Mazzucato belongs to a generation of economists, predominantly women, who believe merely talking taxes isn’t enough. “The reason progressives often lose the argument,” Mazzucato explains, “is that they focus too much on wealth redistribution and not enough on wealth creation.”

In recent weeks, lists have been published all over the world of what we’ve started calling “essential workers”. And surprise: jobs like “hedge fund manager” and “multinational tax consultant” appear nowhere on those lists. All of a sudden, it has become crystal clear who’s doing the truly important work in care and in education, in public transit and in grocery stores.

In 2018, two Dutch economists did a study leading them to conclude that a quarter of the working population suspect their job is pointless. Even more interesting is that there are four times more “socially pointless jobs” in the business world than in the public sphere. The largest number of these people with self-professed “bullshit jobs” are employed in sectors like finance and marketing.

This brings us to the question: where is wealth actually created? Media like the Financial Times have often claimed – like their neoliberal originators, Friedman and Hayek – that wealth is made by entrepreneurs, not by states. Governments are at most facilitators. Their role is to provide good infrastructure and attractive tax breaks – and then to get out of the way.

But in 2011, after hearing the umpteenth politician sneeringly call government workers “enemies of enterprise”, something clicked in Mazzucato’s head. She decided to do some research. Two years later, she’d written a book that sent shockwaves through the policymaking world. Title: *The Entrepreneurial State*.

In her book, Mazzucato demonstrates that not only education and healthcare and garbage collection and mail delivery start with the government, but also real, bankable innovations. Take the iPhone. Every sliver of technology that makes the iPhone a smartphone instead of a stupidphone (internet, GPS, touchscreen, battery, hard drive, voice recognition) was developed by researchers on a government payroll.

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

And what applies to Apple applies equally to other tech giants. Google? Received a fat government grant to develop a search engine. Tesla? Was scrambling for investors until the US Department of Energy handed over \$465m. (Elon Musk has been a grant guzzler from the start, with three of his companies – Tesla, SpaceX, and SolarCity – having received a combined total of almost \$5bn in taxpayer money.)

“The more I looked,” Mazzucato told tech magazine Wired last year, “the more I realised: state investment is everywhere.”

True, sometimes the government invests in projects that don’t pay off. Shocking? No: that’s what investment’s all about. Enterprise is always about taking risks. And the problem with most *private* “venture” capitalists, Mazzucato points out, is that they’re not willing to venture all that much. After the Sars outbreak in 2003, private investors quickly pulled the plug on coronavirus research. It simply wasn’t profitable enough. Meanwhile, publicly funded research continued, for which the US government paid a cool \$700m. (If and when a vaccine comes, you have the government to thank for that.)

But maybe the example that best makes Mazzucato’s case is the pharmaceutical industry. Almost every medical breakthrough starts in publicly funded laboratories. Pharmaceutical giants like Roche and Pfizer mostly just buy up patents and market old medicines under new brands, and then use the profits to pay dividends and buy back shares (great for driving up stock prices). All of which has enabled annual shareholder payments by the 27 biggest pharmaceutical companies to multiply fourfold since 2000.

If you ask Mazzucato, that needs to change. When government subsidises a major innovation, she says industry is welcome to it. What’s more, that’s the whole idea! But then the government should get its initial outlay back – with interest. It’s maddening that right now the corporations getting the biggest handouts are also the biggest tax evaders. Corporations like Apple, Google, and Pfizer, which have tens of billions tucked away in tax havens around the world.

There’s no question these companies should be paying their fair share in taxes. But it’s even more important, according to Mazzucato, that the government finally claims the credit for its own achievements. One of her favourite examples is the 1960s Space Race. In a 1962 speech, former president Kennedy declared “We choose to go to the moon in this decade and do the other things, not because they are easy, but because they are hard.”

In this day and age, we also face tremendous challenges that call for an enterprising state’s unparalleled powers of innovation. For starters, one of the most pressing problems ever to confront the human species: climate change. Now more than ever, we need the mentality glorified in Kennedy’s speech to achieve the transformation necessitated by climate change. It’s no accident then

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

that Mazzucato, alongside British-Venezuelan economist Carlota Perez, became the intellectual mother of the Green New Deal, the world’s most ambitious plan to tackle climate change.

Another of Mazzucato’s friends, US economist Stephanie Kelton, adds that governments can print extra money if needed to fund their ambitions – and not to worry about national debts and deficits. (Economists like Mazzucato and Kelton don’t have much patience for old-school politicians, economists, and journalists who liken governments to households. After all, households can’t collect taxes or issue credit in their own currency.)

What we’re talking about here is nothing less than a revolution in economic thinking. Where the 2008 crisis was followed by severe austerity, we’re now living at a time when someone like Kelton (author of a book tellingly titled *The Deficit Myth*) is hailed by none other than the *Financial Times* as a modern-day Milton Friedman. And when that same paper wrote in early April that government “must see public services as investments rather than liabilities”, it was echoing precisely what Kelton and Mazzucato have contended for years. But maybe the most interesting thing about these women is that they’re not satisfied with mere talk. They want results. Kelton for example is an influential political adviser, Perez has served as a consultant to countless companies and institutions, and Mazzucato too is a born networker who knows her way around the world’s institutions.

Not only is she a regular guest at the World Economic Forum in Davos (where the world’s rich and powerful convene every year), the Italian economist has also advised the likes of senator Elizabeth Warren and congresswoman Alexandria Ocasio-Cortez in the US and Scottish first minister Nicola Sturgeon. And when the European Parliament voted to pass an ambitious innovation programme last year, that too was drafted by Mazzucato.

“I wanted the work to have an impact,” the economist remarked drily at the time. “Otherwise it’s champagne socialism: you go in, talk every now and then, and nothing happens.”

How ideas conquer the world

How do you change the world?

Ask a group of progressives this question and it won’t be long before someone says the name Joseph Overton. Overton subscribed to Milton Friedman’s views.

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

He worked for a neoliberal think tank and spent years campaigning for lower taxes and smaller government. And he was interested in the question of how things that are unthinkable become, in time, inevitable.

Imagine a window, said Overton. Ideas that fall inside this window are what’s deemed “acceptable” or even “popular” at any given time. If you’re a politician who wants to be re-elected, you’d better stay inside this window. But if you want to change the world, you need to shift the window. How? By pushing on the edges. By being unreasonable, insufferable, and unrealistic.

In recent years, the Overton Window has undeniably shifted. What once was marginal is now mainstream. A French economist’s obscure graph became the slogan of Occupy Wall Street (“We are the 99%”); Occupy Wall Street paved the way for a revolutionary presidential candidate, and Bernie Sanders pulled other politicians like Biden in his direction.

These days, more young US Americans have a favourable view of socialism than of capitalism – something that would have been unthinkable 30 years ago. (In the early 1980s, young voters were the neoliberal Reagan’s biggest support base.)

But didn’t Sanders lose the primaries? And didn’t the socialist Jeremy Corbyn suffer a dramatic election defeat just last year in the UK?

Certainly. But election results aren’t the only sign of the times. Corbyn may have lost the 2017 and 2019 elections, but Conservative *policy* wound up much closer to the Labour Party’s financial plans than to their own manifesto. Similarly, though Sanders ran on a more radical climate plan than Biden in 2020, Biden’s climate plan is more radical than that Sanders had in 2016.

Thatcher wasn’t being facetious when she called “New Labour and Tony Blair” her greatest achievement. When her party was defeated in 1997, it was by an opponent with *her* ideas.

Changing the world is a thankless task. There’s no moment of triumph when your adversaries humbly acknowledge you were right. In politics, the best you can hope for is plagiarism. Friedman had already grasped this in 1970, when he described to a journalist how his ideas would conquer the world. It would play out in four acts:

“Act I: The views of crackpots like myself are avoided.

Act II: The defenders of the orthodox faith become uncomfortable because the ideas seem to have an element of truth.

Act III: People say, 'We all know that this is an impractical and theoretically extreme view – but of course we have to look at more moderate ways to move in this direction.'

Act IV: Opponents convert my ideas into untenable caricatures so that they can move over and occupy the ground where I formerly stood."

Still, if big ideas begin with crackpots, that doesn't mean every crackpot has big ideas. And even though radical notions occasionally get popular, winning an election for once would be nice as well. Too often, the Overton Window is used as an excuse for the failures of the left. As in: "At least we won the war of ideas." Many self-proclaimed "radicals" have only half-formed plans for gaining power, if they have any plans at all. But criticise this and you're branded a traitor. In fact, the left has a history of shifting blame onto others – onto the press, the establishment, sceptics within their own ranks – but it rarely shoulders responsibility itself.

Just how *hard* it is to change the world was brought home to me yet again by the book *Difficult Women*, which I read recently during lockdown. Written by British journalist Helen Lewis, it's a history of feminism in Great Britain, but ought to be required reading for anyone aspiring to create a better world. By "difficult", Lewis means three things:

1. It's difficult to change the world. You have to make sacrifices.
2. Many revolutionaries *are* difficult. Progress tends to start with people who are obstinate and obnoxious and deliberately rock the boat.
3. Doing good doesn't mean you're perfect. The heroes of history were rarely as squeaky clean as they're later made out to be.

Lewis's criticism is that many activists appear to ignore this complexity, and that makes them markedly less effective. Look at Twitter, which is rife with people who seem more interested in judging other tweeters. Yesterday's hero is toppled tomorrow at the first awkward remark or stain of controversy.

Lewis shows there are a lot of different roles that come into play in any movement, often necessitating uneasy alliances and compromises. Like the British suffrage movement, which brought together a whole host of "Difficult Women, from fishwives to aristocrats, mill girls to Indian princesses". That

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

complex alliance survived just long enough to achieve the victory of 1918, granting property-owning women over age 30 the right to vote.

(That’s right, initially only privileged women got the vote. It proved a sensible compromise, because that first step led to the inevitability of the next: universal suffrage for women in 1928.)

And no, even their success could not make all those feminists into friends. Anything but. According to Lewis, “Even the suffragettes found the memory of their great triumph soured by personality clashes.”

Progress, it turns out, is complicated.

The way we conceive of activism tends to forget the fact that we need all those different roles. Our inclination – in talk shows and around dinner tables – is to choose our favourite kind of activism: we give Greta Thunberg a big thumbs up but fume at the road blockades staged by Extinction Rebellion. Or we admire the protesters of Occupy Wall Street but scorn the lobbyists who set out for Davos.

That’s not how change works. All of these people have roles to play. Both the professor and the anarchist. The networker and the agitator. The provocateur and the peacemaker. The people who write in academic jargon and those who translate it for a wider audience. The people who lobby behind the scenes and those who are dragged away by the riot police.

One thing is certain. There comes a point when pushing on the edges of the Overton Window is no longer enough. There comes a point when it’s time to march through the institutions and bring the ideas that were once so radical to the centres of power.

I think that time is now.

The ideology that was dominant these last 40 years is dying. What will replace it? Nobody knows for sure. It’s not hard to imagine this crisis might send us down an even darker path. That rulers will use it to seize more power, restrict their populations’ freedom, and stoke the flames of racism and hatred.

Rutger Bregman, “The neoliberal is ending. What comes next?”

But things can be different. Thanks to the hard work of countless activists and academics, networkers and agitators, we can also imagine another way. This pandemic *could* send us down a path of new values.

If there was one dogma that defined neoliberalism, it's that most people are selfish. And it's from that cynical view of human nature that all the rest followed – the privatisation, the growing inequality, and the erosion of the public sphere.

Now a space has opened up for a different, more realistic view of human nature: that humankind has evolved to cooperate. It's from that conviction that all the rest can follow – a government based on trust, a tax system rooted in solidarity, and the sustainable investments needed to secure our future. And all this just in time to be prepared for the biggest test of this century, our pandemic in slow motion – climate change. [*Read Rob Wijnberg's article 'Why climate change is a pandemic in slow motion \(and what that can teach us\)'*](#).

Nobody knows where this crisis will lead us. But compared to the last time, at least we're more prepared.

This article was translated from Dutch by Elizabeth Manton. You can also read the Dutch version of this article.

Correction: in the photo of Reagan, the adviser pictured is Alan Greenspan, not Paul McCracken as previously stated.